



RAPPORT ANNUEL 2017-2018

Plan International Belgique
www.planinternational.be



Photo : Plan International/Patrick Kaplin

TABLE DES MATIÈRES

Édito	p.4
Empowerment par la vidéo participative	p.5
Apprendre	p.9
Bolivie : Plus fort.e.s, du jardin d'enfants à la vie professionnelle	p.10
Bolivie : Bien grandir dans une communauté autochtone	p.13
Vietnam : Une éducation de qualité qui développe la résilience des enfants aux risques de catastrophes	p.16
Laos : La diversité des jeunes enfants comme un trésor pour le pays	p.19
Bénin : Impact'Elle, ou comment la vie des filles change grâce à l'éducation et un environnement protecteur	p.21
Belgique : Les droits de l'enfant en pratique, en particulier le droit à un enseignement inclusif et de qualité	p.24
Diriger	p.27
Belgique : Les jeunes – et en particulier les filles – prennent la parole et influencent les choix politiques	p.28
Décider	p.32
Niger : « Weyborey Ma Farhan » - « Quand les filles s'épanouissent »	p.33
Niger : Réparer et réinsérer les filles mariées trop tôt	p.36
Belgique : Le droit à la protection contre la violence	p.39
S'épanouir	p.40
Laos : Protection des filles et jeunes femmes les plus vulnérables	p.42
Équateur : Les spécificités de l'éducation des enfants autochtones sont enfin reconnues	p.45

Survivre	p.48
Ouganda : Aide humanitaire aux réfugié.e.s du Soudan du Sud et aux communautés hôtes	p.49
Éthiopie : Les jeunes enfants et les mères sauvées de la malnutrition	p.52
Nigéria : Guérir les jeunes enfants de la malnutrition sévère	p.54
Équateur : Prendre soin de son bébé après un séisme	p.56
Les entreprises qui nous soutiennent	p.58
Les Belgian Red Flames et les footballeuses au Bénin : #1team1goal	p.59
Canon : par la photo, les jeunes s'expriment	p.60
Golazo, 100 % derrière les droits des filles	p.61
Autres partenaires	p.62
Nos partenaires à l'international	p.63
Nos partenaires institutionnels en Belgique	p.68
En toute transparence	p.73
Nos comptes annuels	p.74
Notre gestion	p.75
Nos financements publics	p.77
Nos financements privés	p.78
Chiffres financiers	p.79

Textes et photos :	Plan International Belgique
© Photo en couverture :	Greetje Van Buggenhout
© Photos avant-propos :	Georges Morleghem - Alexandra Bertels
Coordination :	Bérangère Jouret - Sarah Mulongo
Rédaction finale :	Manuela Varrasso
Traduction :	Julie Fueyo
Mise en page :	Bart Behiels
Éditeur responsable :	Régine Debrabandere Plan International Belgique asbl Galerie Ravenstein 3 B 5, 1000 Bruxelles



Leen Gysen, Présidente

Régine Debrabandere, Directrice

Cher.e.s ami.e.s de Plan International Belgique,

Que retenir de la marche du monde en 2018 ?

Le silence s'est brisé un peu plus chaque jour sur les violences et les discriminations imposées aux filles et aux femmes. Sur la toile ou dans les classes de leur école, dans leur entreprise, sur les places des villages ou les boulevards des capitales, elles sont plus nombreuses à oser témoigner sans tabous des atteintes à leur intégrité. Dans un contexte mondial où certains leaders attisent les peurs des masses et se replient sur des certitudes de genre périmées, cela demande courage et persévérance de lutter pour les droits des enfants, en particulier des filles.

L'égalité n'est pas acquise, loin s'en faut.

Quelle que soit leur génération, leur origine ou leur classe sociale, les filles et les femmes s'engagent pour l'obtenir et invitent les garçons et les hommes à rejoindre leur cause. Cette année, nous renouvelons la promesse de **faire avancer les droits des enfants et l'égalité pour les filles, ici et ailleurs, y compris en situation d'urgence ou de catastrophe naturelle**. Et nous vous remercions de nous avoir permis d'offrir dignité et équité aux plus vulnérables l'an dernier.

Ce rapport annuel présente l'aperçu des **activités, revenus et dépenses de Plan International Belgique, du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018**. Vous y lirez comment, grâce à votre participation de Parrain, Marraine, donateur, donatrice ou volontaire, avec nos partenaires et collègues locaux, Djamilia lutte contre les grossesses et les mariages précoces au Niger, Sabina aide les tout-petits de son village, filles et garçons, à bien grandir en Bolivie et de jeunes enfants ont été sauvé.e.s de la malnutrition sévère en Ouganda.

Nous sommes fièr.e.s de voir les enfants et les adolescents - filles et garçons - transformer leur quotidien. Vous avez toutes les raisons de l'être aussi. Continuons à revendiquer avec elles, avec eux, un avenir où chacun.e aurait les mêmes chances de s'épanouir, à l'abri des stéréotypes et des préjugés sexistes.

Peut-être devons-nous, à leurs côtés, nous engager à crier encore plus fort que nous voulons un monde plus juste et que ce n'est pas une utopie.

Nous vous remercions sincèrement de votre soutien et vous souhaitons une année 2019 optimiste, authentique et solidaire.

Régine Debrabandere
Directrice

Leen Gysen
Présidente

Empowerment par la vidéo participative

QUAND LES FILLES S'ÉMANCIPENT ET ACCÉLÈRENT LES CHANGEMENTS SOCIAUX

“ Le travail que nous voulons faire est un travail de transformation. Surtout dans la position des filles au sein de leur famille, de leur communauté et de leur futur foyer. Les jeunes filles, même si elles n'ont jamais fréquenté l'école, ou n'y ont passé que 2 ou 3 ans, sont capables d'apprendre énormément de choses en très peu de temps ”

affirme **Ramatou Kane, responsable du programme Weyborey Ma Farhan au Niger**. Convaincue que l'éducation et la formation professionnelle sont les meilleurs remparts contre la grossesse et le mariage des adolescentes, elle est également consciente que pour faire reculer une coutume qui touche les 3/4 d'entre elles, il est urgent de remettre en cause les normes sociales qui la perpétuent.



Ramatou, responsable du programme Weyborey Ma Farhan.

Contribuer à l'évaluation des activités et faire bouger les lignes de pouvoir

En mai 2018, **Ramatou fait appel à l'expertise de l'organisation *Visual Exchange*** pour permettre à 12 adolescentes de Dosso de contribuer à l'évaluation des activités. Grâce à la vidéo participative, elles se familiarisent avec la caméra et le micro, s'interrogent, expriment leurs idées et leurs besoins. Elles explorent ensuite les changements de mentalités à l'œuvre dans leur communauté. Une démarche d'émancipation innovatrice, qui renforce le dialogue social et fait bouger les lignes de pouvoir entre les générations et les sexes.

L'enjeu est de taille explique **Ramatou** : « Dans le cadre du programme, nous accordons beaucoup d'importance au dialogue intergénérationnel. Ça peut paraître très banal dans certains contextes, mais dans le contexte nigérien, très rural, il n'est pas fréquent de voir une jeune fille, même une mère, s'adresser à un chef religieux. Il n'est pas fréquent de voir une jeune fille s'adresser à un chef de village. »

“ Il n'est pas fréquent de voir une jeune fille s'adresser à un chef de village. ”

Interview d'un chef religieux par les participantes au projet de vidéo participative, Dosso.



Aujourd'hui, ce sont les enfants qui posent les questions!

« Le but de l'évaluation par la vidéo participative à Dosso était de placer ces jeunes filles non scolarisées - ou qui ont été très peu à l'école - au centre d'une dynamique de changement sur les questions qui les concernent et de renforcer leurs capacités. Durant 2 semaines, elles ont pu s'approprier leur voix et explorer les enjeux du mariage précoce à travers diverses activités, notamment, la réalisation d'un film collectif. Ce film est une trace qui reflète à la fois leurs préoccupations et leurs espoirs » explique **Federico Varrasso, anthropologue et réalisateur** qui a mené le processus.

« La vidéo est une activité ludique et accessible à tous, peu importe l'âge ou le niveau d'éducation » poursuit-il. « Utilisée à dessein, elle devient un outil réflexif puissant qui permet d'inverser les regards et de faire bouger les rapports de pouvoir. Les participantes se sont beaucoup amusées à filmer et à se filmer, elles ont pu raconter leur propre histoire et celle de leur communauté comme *elles* le souhaitaient. Au fil de l'atelier, elles ont renforcé leur confiance en elles, appris à exprimer leurs points de vue et à échanger avec les adultes, même intimidant.e.s, comme les imams ou les sages-femmes. Ce qui a permis d'ouvrir le débat social, au-delà de certains clivages. »



Djamila et le groupe de participantes au projet de vidéo participative présentent le film de sensibilisation dans un village de Dosso.

Issaka Boureima, coordinateur du programme à Dosso a suivi l'atelier de vidéo participative du premier au dernier jour. Pour lui, la vidéo participative, c'est de la *magie*! « Avant, ces personnes n'auraient pu répondre aux adolescentes. Elles auraient dit que le mariage ne concerne pas les enfants... Mais aujourd'hui, ce sont les principaux concernés, les enfants eux-mêmes qui posent les questions et des personnes respectées - et respectables - leur répondent sur une question qui jadis était taboue! »

Le dialogue s'installe entre les filles et les leaders de la communauté

Djamila, 16 ans, résume l'élan qu'elle a pris avec ses 11 camarades : « Nous sommes passées dans les villages pour poser des questions sur les mariages d'enfants. Les gens nous ont éveillées à ses conséquences : les imams, les chefs de villages, les sages-femmes... certains jeunes aussi, des garçons et des filles. Nous avons appris à interviewer, à filmer, à découper les images et à les monter. Une fois le film fini, nous sommes passées dans chaque village pour le présenter et sensibiliser au mariage précoce. »

Issaka est fier de la dynamique instaurée : « Le fait que des enfants, de surcroît des filles, parlent d'une question aussi taboue que le mariage, c'est délicat. Mais, les gens ont compris que vraiment, c'est le moment d'en discuter. La barrière est brisée, et ça n'a pas créé de dysfonctionnement dans la société. »



Issaka, coordinateur du programme à Dosso, suit l'atelier de vidéo participative du premier au dernier jour.

Ramatou avait un léger doute mais elle confirme: « Le dialogue s'est installé entre ces jeunes filles et les leaders locaux. Elles ont interrogé des personnes-clés au niveau de la communauté mais également au niveau national. C'est une étape qu'il fallait franchir, pas un obstacle mais...quelque chose que l'on craignait un peu. On a découvert que ce n'était pas impossible, grâce à la vidéo participative.»

Les détenteurs des traditions sont devenus abordables, ajoute-elle: « Les filles sont capables aujourd'hui de se dire 'l'imam, le leader religieux, ce n'est pas une personne inaccessible, je peux aller vers cette personne et poser les questions qui me tiennent à cœur et il va m'apporter une réponse.' Et ça, c'est une chose absolument clé dans le travail que nous sommes en train de faire.»

“ La barrière est brisée, et ça n'a pas créé de dysfonctionnement dans la société. ”

La vidéo participative, une démarche utilisée sur tous les continents

Le processus n'est pas neuf, il est utilisé dans divers lieux et situations: « La vidéo participative est utilisée dans toutes les parties du globe, dans une multitude de contextes et avec un public très varié » explique **Federico**. « Elle peut servir des projets de développement ou être appliquée à des activités thérapeutiques, avec des personnes porteuses de handicap par exemple. Elle est utilisée en milieu urbain ou rural, avec des enfants, des adultes, des publics en situation de précarité autant que des chefs d'entreprises accomplis...»

Pour autant, « elle doit être gérée avec la plus grande éthique » insiste **l'expert de Visual Exchange**, « pour ne pas créer de déséquilibre dans la communauté, mais plutôt impulser une dynamique de changement qui émane de l'intérieur.»

“ La vidéo participative doit impulser une dynamique de changement qui émane de l'intérieur. ”

Introduite à Dosso pour évaluer de manière participative les résultats du programme **Weyborey Ma Farhan**, la vidéo participative a été un levier pour l'autonomie des filles et les changements sociaux en cours: « La démarche peut s'avérer très puissante car elle crée pour les participant.e.s et pour la communauté toute entière, l'opportunité de s'exprimer sur des besoins et des attentes qui ne l'auraient probablement pas été. Elle fait aussi remonter ces informations vis-à-vis de personnes qui ont une position sociale supérieure et des responsables de développement » explique **Federico**.



« A Dosso, il était très clair que les filles, en expérimentant une autre position au sein de leur communauté, ont acquis de nouvelles représentations d'elles-mêmes et une volonté de faire reculer le mariage précoce également pour leurs sœurs et les autres filles, c'était très enthousiasmant à voir.»

Ouvrir les esprits et sensibiliser sur les conséquences du mariage d'enfants, un nouvel objectif pour Djamila et ses camarades

Les participantes au projet de vidéo participative ont changé et veulent changer la vie des filles à leur tour. **Issaka** est déterminé à les appuyer: « Avant, les filles méconnaissaient les conséquences du mariage d'enfants, tous les dangers, les problèmes, les difficultés que l'adolescente mère peut rencontrer. Aujourd'hui, elles sont conscientes de cela, elles l'ont appris, et elles se sont même donné comme objectif de sensibiliser les autres filles! »

Barakatou, 16 ans, est une des premières à avoir bénéficié de la formation professionnelle offerte par Plan International Belgique et ses partenaires locaux. Radieuse dans son voile bleu azur, elle témoigne, filmée par Djamila et les autres participantes: « Je fais du petit commerce depuis 3 ans. Ça me rapporte beaucoup. J'ai acheté une chèvre qui a déjà mis bas et qui est encore pleine. Je ne dépends plus de personne. Si je veux un vêtement ou autre chose, je le paie moi-même. Je ne demande plus rien à personne et ne le ferai plus.»

Des centaines d'adolescentes comme Barakatou ont échappé au mariage et à la grossesse précoce depuis le démarrage des activités en avril 2015, à Dosso et Tillabéry. Dans ce pays très pauvre du Sahel, où 3 filles sur 4 sont mariées avant 18 ans et 1 adolescente sur 7 sera maman avant ses 19 ans, **Weyborey Ma Farhan**, le nouveau programme de Plan International Belgique soutenu par la Coopération belge au développement a démarré en 2017. Et s'est donné un but ambitieux: offrir éducation, formation et protection à 8.000 filles en 5 ans.



Les participantes au projet de vidéo participative, Dosso.

Photo: Plan International/Federico Varrasso - Visual Exchange

- Lisez les résultats du programme **Weyborey Ma Farhan** (Quand les filles s'épanouissent) et du projet de lutte contre les mariages précoces au Niger dans ce rapport annuel (p. 33).
- Découvrez le **making-of du projet de vidéo participative** et la vidéo de sensibilisation filmée par les participantes sur www.planinternational.be
- Plus d'infos sur la vidéo participative sur le site web de **Visual Exchange**: www.visualexchange.eu/fr/



Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit d'aller à l'école dès le plus jeune âge, de mener à bien leurs études et d'obtenir un emploi décent.

Avec les autorités et les communautés, les équipes de Plan International investissent dans une éducation préscolaire, primaire et secondaire qui donne les mêmes chances aux filles et aux garçons. Pour les jeunes déscolarisé.e.s, nous mettons en place des formations professionnelles et des groupes d'épargne-crédit.

www.planinternational.be/fr/apprendre

BOLIVIE

Plus fort.e.s, du jardin d'enfants à la vie professionnelle

En Bolivie, le développement est visible: cabines téléphériques virevoltant entre les collines de La Paz, longues routes sinueuses fraîchement asphaltées, écoles vastes et bien équipées, terrain de foot verdoyant et coquette place publique dans chaque municipalité... Mais à y regarder de plus près, tout le monde ne bénéficie pas de ces avancées. Les enfants et les familles autochtones restent en marge.

L'ambitieux programme national de « dé-patriarcalisation » tarde à abolir les inégalités de genre. Si la parité filles-garçons à l'école secondaire est acquise au niveau national, le taux de grossesses adolescentes est très élevé: 71 bébés pour 1000 naissent en Bolivie d'une mère âgée entre 15 et 19 ans.

Dans les communautés autochtones, beaucoup de fillettes et de garçons en âge d'aller à l'école primaire n'y sont pas bien préparé.e.s car ils.elles n'ont pas suivi d'enseignement préscolaire. Très tôt, ils.elles s'occupent de leurs cadet.te.s ou sont mis.e.s au travail avant et après la classe pour contribuer à l'économie familiale. Devenu.e.s adolescent.e.s, ils.elles fréquentent l'école secondaire mais restent soutiens de famille, au détriment, souvent, d'une transition vers le monde professionnel qui corresponde à leurs aspirations et leur épanouissement personnel. L'alcoolisme et la violence intra-familiale sont courants dans nombreuses familles aux prises avec la précarité.

Plan International Belgique et ses partenaires locaux conscientisent les adultes - parents, enseignant.e.s, soignant.e.s, autorités publiques - à l'importance de développer les capacités et les talents de tou.te.s les enfants et les adolescent.e.s du pays, indépendamment de leur sexe et de leur origine ethnique ou sociale. D'ici à 2022, dans les régions de l'Altiplano et de Sucre, **le programme permettra à 7.346 jeunes enfants de fréquenter un centre d'éveil, à 14.907 mamans et papas d'être formé.e.s à l'éducation parentale et à 9.500 adolescent.e.s autochtones - en particulier des filles - de s'émanciper par l'école.**

Grâce à ce projet, 1.556 enfants sont accueilli.e.s dans des centres d'éducation préscolaire, 2.242 parents sont sensibilisé.e.s à l'éducation parentale et 830 adolescent.e.s créent leur gouvernement scolaire pour influencer le programme des cours et orienter leur avenir professionnel.

Sabina en visite domiciliaire, dans la région de Zudanez, village de Mandinga (Sucre).

*Photo: Plan International/
Rodrigo Argandona Roca*



“ J’ai arrêté l’école après ma 6^{ème} primaire. Mon père ne voulait pas que j’étudie et ma mère ne pouvait pas me soutenir. [...] Je voudrais continuer à me former avec Plan International pour aider ma communauté. Comme Responsable Populaire de Santé, mon rôle est d’aider les mamans à contrôler le poids de leurs enfants, de leur rendre visite quand ils. elles sont dénutri.e.s et aussi de donner des conseils aux femmes enceintes pour qu’elles mangent bien. Je leur dis de s’occuper autant des petites filles que des petits garçons. Et j’encourage les papas à prendre soin des enfants. Ils ont aussi reçu des formations. Les solutions à la malnutrition, ce serait que les femmes allaitent au lieu de donner le biberon, que les enfants mangent des aliments qui correspondent à leur âge, et des légumes aussi. On a reçu des semences pour nos potagers et des instructions pour cultiver. Le projet nous aide. On apprend, on avance, on est sur le bon chemin... ”

Sabina, 18 ans, responsable populaire de santé, maman de Mario, 3 ans et enceinte d’une petite fille, parcourt des kilomètres à pied pour promouvoir le développement des jeunes enfants dans les familles de sa communauté.



Photo: Plan International/Rodrigo Argandona Roca

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS AUTOCHTONES ?

Les parents savent mieux faire grandir leur enfant

2.242 parents (1.730 mères et 512 pères - la participation des hommes reste moindre mais progresse) regroupé.e.s en clubs familiaux, apprennent les bonnes pratiques de nutrition pour leurs jeunes enfants et l’importance d’une éducation égalitaire dès le plus jeune âge. Les parents prennent conscience des bénéfices de la répartition des tâches domestiques et d’une atmosphère familiale stimulante et sans conflits pour le développement des jeunes enfants.

1.848 parents reçoivent des semences et se forment à la nutrition des tout-petits en faisant pousser des légumes dans leur potager familial.

Les enfants deviennent plus fort.e.s

1.556 enfants, autant de fillettes que de jeunes garçons (764 versus 792), participent à des activités dans des centres d’éveil équipés de jeux et de livres. Ils.elles développent leurs capacités linguistiques et motrices et jouissent du droit à découvrir leur identité dès le plus jeune âge, sans préjugés.

Leurs parents comprennent l’importance du préscolaire pour les préparer au primaire, renforcent leur auto-estime dès la naissance, et prennent conscience des stéréotypes et préjugés sur le rôle des filles et des garçons. Ils.elles apprennent à réagir aux situations de conflits et de violence dans la famille ou la communauté.

Des adolescent.e.s créent leur gouvernement scolaire

830 adolescent.e.s mettent sur pied un gouvernement scolaire dans leur école secondaire pour y définir leur projet de vie et influencer le contenu du programme scolaire. Les parents sont associé.e.s à la démarche et organisent avec les jeunes, des activités festives qui renforcent le dialogue intergénérationnel.

Les élèves font le diagnostic des problèmes qui empêchent leurs camarades de poursuivre leurs ambitions et cherchent des solutions. Par exemple en cas d'alcoolisme, de violence ou de grossesse précoce, ils. elles les aident à trouver un soutien moral et/ou pratique, avec l'appui des enseignant.e.s et des agents de santé du village.



Judith, 16 ans, membre du gouvernement scolaire.

Photo : Plan International/Rodrigo Argandona Roca.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des clubs familiaux, des visites à domicile et des distributions de semences par des volontaires communautaires pour informer et aider les parents à mieux nourrir et faire grandir les tout-petits, filles comme garçons.
- Des centres d'éveil équipés, des manuels et outils pédagogiques sur le développement de l'enfant, l'égalité pour les filles et la protection contre la violence, à l'attention des parents, enseignant.e.s, formateurs.trices et fonctionnaires.
- Des séances d'orientation dans les écoles secondaires et des gouvernements scolaires mis en place pour favoriser la participation, renforcer le leadership des adolescent.e.s et leur permettre de s'impliquer dans la définition de leur programme scolaire. Epaulé.e.s par des « brigades de communication », les membres des gouvernements sensibilisent leurs pair.e.s à l'alcoolisme, aux grossesses précoces, à l'égalité de genre ou encore à la préservation de l'environnement.

L'expertise des partenaires locaux

- Des échanges avec les conseils éducatifs des peuples autochtones aymara, quechua et chuquitano (CEPOS) sont mis en place pour prendre en compte les particularités culturelles, sociales et économiques des communautés autochtones.
- Fe y Alegria, réseau d'éducation populaire reconnu en Bolivie, partage sa connaissance des contextes locaux et du secteur éducatif et renforce la qualité du projet.
- APROSAR (Association de Promoteurs communautaires pour la Santé et les zones Rurales) développe des outils pédagogiques et forme les formateurs.trices et les animateurs.trices communautaires.

Un financement durable

Ce programme bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices privé.e.s de Plan International Belgique.





Zulema, responsable du centre d'éveil, avec de jeunes enfants, Sarufaya.

Photo: Plan International/
Rodrigo Argandona Roca

BOLIVIE

Bien grandir dans une communauté autochtone

Les premières années de la vie sont déterminantes pour l'épanouissement scolaire et social de l'enfant. L'éducation préscolaire contribue en outre à une société où les filles et les garçons reçoivent les mêmes chances dès le départ et où les femmes et les hommes partagent équitablement la responsabilité parentale et citoyenne.

Le gouvernement bolivien a compris l'importance de l'éducation avant le primaire mais les efforts doivent être amplifiés et poursuivis pour les familles les plus précarisées.

Nourriture et soins, apprentissage de la lecture et du calcul, encouragement au jeu et à l'exploration : les mères et les pères ont besoin de soutien pour développer les aptitudes relationnelles et sociales de leurs enfants de moins de 8 ans.

En décembre 2017, Plan International Belgique et ses partenaires locaux clôturent le projet avec de bons résultats dans 15 municipalités rurales des régions de La Paz, Chuquisaca, Santa Cruz, Tarija et Cochabamba.

Grâce à ce projet, 19.262 enfants fréquentent des centres d'éveil et 22.220 parents des communautés autochtones apprennent les gestes qui font bien grandir les tout-petits, filles comme garçons.

“ Quand j'ai récolté les légumes qui avaient poussé dans mon potager grâce aux semences données par Plan International, j'ai décidé d'acheter de nouvelles graines pour continuer d'avoir de bons aliments pour mes enfants. J'ai récolté de la salade, du chou, des bettes... Certains légumes se cultivent très rapidement, en moins de 2 mois, comme la salade. Avec ces légumes, je prépare le dîner et le souper de mes enfants. Ça leur donne des forces. ”

Marcelina, maman du village de Tucma Alta

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS AUTOCHTONES ?

Des espaces de jeu et d'apprentissage dans les villages

635 centres d'éveil sont mis en place (156) ou équipés (479) de mobilier, de jeux et de livres. Ils sont gérés par 544 éducateurs.trices, issu.e.s de la communauté et formé.e.s aux techniques d'éducation et de protection de la petite enfance ainsi qu'à l'égalité de genre.

19.262 enfants, dont 10.214 filles et 9.048 garçons, de moins de 8 ans participent aux activités ludiques et éducatives et se préparent à l'école primaire. La participation de 137 enfants handicapé.e.s permet de sensibiliser à une école ouverte à la différence et attentive à l'inclusion de chacun.e.



Jeunes enfants au centre d'éveil, Sarufaya.

Photo : Plan International/Rodrigo Argandona Roca.

Une nutrition équilibrée grâce à des potagers familiaux

3.356 parents, dont 2.303 mamans et 1.053 papas, se forment à la culture d'aliments nutritifs dans leur parcelle familiale.

Des campagnes de distribution de semences sont organisées avec l'appui d'agriculteurs.trices expérimenté.e.s pour aider les familles à diversifier la culture de légumes riches en vitamines.

Le suivi à domicile pour encourager les familles

51.330 visites au domicile d'enfants de moins de 5 ans (25.671 filles et 25.659 garçons) et 4.219 visites au domicile de femmes enceintes sont menées pour suivre le développement de l'enfant dès le ventre de sa maman.

1.269 formations sur l'importance de l'éducation préscolaire et l'égalité de genre sont organisées dans les municipalités à l'attention des parents. Les pères sont encouragés à participer, dans une culture où les soins à l'enfant sont traditionnellement dévolus aux filles et aux femmes.

Des municipalités engagées pour la petite enfance

5 municipalités décident d'investir, via décret municipal, un budget dédié au développement de la petite enfance et à l'égalité de genre.

Toutes les autorités municipales sont formées à la planification participative des activités de développement de la petite enfance. Le personnel de santé et d'éducation participe à 1.146 journées de formation.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- La collaboration avec les conseils éducatifs des peuples autochtones aymara, quechua et chiquitano (CEPOS) pour adopter une démarche pédagogique inclusive et ouverte à la diversité.
- Les potagers familiaux pour encourager et prolonger les effets d'une bonne nutrition des enfants.
- L'implication des autorités publiques décentralisées et un budget dédié pour faire de la petite enfance une priorité.

L'expertise des partenaires locaux

- Des échanges avec les conseils éducatifs des peuples autochtones aymara, quechua et chuquitano (CEPOS) pour prendre en compte les particularités culturelles, sociales et économiques des communautés autochtones.
- Une concertation avec les autorités nationales de l'éducation et de la santé, la Commission Épiscopale et les organisations des peuples autochtones.

Un financement durable

Ce projet est financé par les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique et réalisé en collaboration avec Plan International Finlande.



Un jardin d'enfants,
Kon Tum.

Photo : Plan International/
Régis Binard

VIETNAM

Une éducation de qualité qui développe la résilience des enfants aux risques de catastrophes

Le Vietnam est une mosaïque multiculturelle et multiconfessionnelle. On y répertorie près de 75 ethnies parlant un panel de langues locales unique en Asie du Sud-Est. Si ces groupes de « minorités ethniques » ne représentent que 15 % de la population nationale, dans certaines régions du Nord, cette proportion atteint 1/3 des habitants. Elle est même majoritaire dans certaines provinces.

Le développement rapide du pays n'a pas autant profité aux enfants issu.e.s de ces minorités. Les inégalités sont croissantes et la pauvreté limite leur accès à certains services de base. Le bénéfice d'une éducation de qualité et l'adaptation au changement climatique dans les régions où ils.elles vivent sont des priorités gouvernementales que le pays peine à concrétiser.

D'ici à 2022 dans les districts de Sin Ho (province de Lai Chau) et de Kon Plong (province de Kon Tum), grâce à ce projet de Plan International Belgique et ses partenaires, 10.746 jeunes filles et garçons de moins de 8 ans fréquenteront un jardin d'enfants, et 3.382 élèves du primaire et secondaire inférieur auront accès à une éducation de qualité et apprendront à réagir aux changements climatiques.

Face aux inégalités entre les sexes persistantes le programme adopte une approche genre transversale : tous les supports d'information et de communication sont revus, on encourage les pères à participer davantage, on renforce le leadership des filles et des jeunes femmes, le tout en collaboration étroite avec la très influente *Vietnam Women's Union*.

Grâce à ce projet, 3.456 enfants de moins de 8 ans issu.e.s des minorités ethniques ont accès à une éducation préscolaire et primaire de qualité, et 22 écoles du primaire et secondaire inférieur développent leur résilience aux catastrophes naturelles.

“ Grâce à nos professeurs, nous avons été formés sur ce qu'est une « Safe School ». À présent, nous savons quels endroits sont sûrs et ceux qui ne le sont pas. Nous savons comment réagir en cas de catastrophe. Mes parents ont aussi participé à la formation et ils ont compris l'importance de regarder la diffusion de la météo pour être les premiers informés et réagir le plus vite possible. ”

Thu, élève de l'école secondaire de Mang Canh, Vietnam.



Filles et garçons jouent ensemble à l'école, Kon Tum.

Photo : Plan International/Régis Binard

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS DU VIETNAM ?

Des groupes de jeu et de lecture et un jardin d'enfants bilingue

36 groupes de jeu pour enfants de **moins de 3 ans** sont fonctionnels et accueillent près de 500 enfants et 500 parents lors de réunions mensuelles sur la protection et l'éducation de la petite enfance.

1.279 enfants de **4 à 8 ans** participent à des groupes de jeu et de lecture qui les préparent à l'école primaire ou leur permettent de mieux suivre l'enseignement officiel.

780 volontaires communautaires appuient les groupes de jeu et de lecture.

3.456 enfants ont accès à des classes préscolaires et primaires équipées de matériel d'apprentissage et de jeux adaptés à l'âge des enfants. 222 enseignant.e.s mettent leurs connaissances à jour et sont capables d'enseigner dans la langue maternelle de leurs élèves.

Des enfants et des communautés prêt.e.s à réagir en cas de catastrophe naturelle

22 écoles du primaire et secondaire inférieur ont développé les activités éducatives « Safe schools », incluant l'adaptation au changement climatique, la réduction des catastrophes et la réaction en cas de problème.

30 volontaires communautaires, 575 enseignant.e.s et 41 groupes d'élèves sont formé.e.s à l'approche « Safe schools ».

Des supports d'information et de sensibilisation sont développés et distribués.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Les parents sont formé.e.s au sein de groupes de jeu ou de lecture. Ils.elles comprennent l'importance de développer le potentiel de leurs filles et de leurs garçons de manière égalitaire et de créer un environnement sûr et stimulant pour leur développement.
- Les enfants, enseignant.e.s et volontaires communautaires, tous secteurs confondus (santé, éducation, environnement), reçoivent des formations sur la prise en charge de la petite enfance et la prise en compte des questions climatiques dans les écoles et les communautés.
- Le développement de plans de réaction aux catastrophes par les enfants eux.elles-mêmes, selon le modèle « Safe School ».

L'expertise de nos partenaires locaux

- Vietnam Women Union représente les femmes vietnamiennes de toutes les couches de la population et œuvre pour le développement de l'égalité de genre et de la petite enfance. L'organisation compte 19 millions de membres.
- Live & Learn s'engage pour le développement durable et encourage les partenariats entre les écoles, les enfants, les enseignant.e.s, les parents, le gouvernement, les ONG et les médias et promeut l'égalité de genre.

Un financement durable

Ce programme bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.





Les jeunes enfants apprennent en jouant dans les groupes de jeu au Laos.

Photo: Plan International

LAOS

La diversité des jeunes enfants comme un trésor pour le pays

Les jardins d'enfants se multiplient au Laos : les autorités ont compris l'importance de l'éducation préscolaire et investissent des budgets publics pour la développer. Mais dans les zones les plus reculées de ce vaste pays, les enfants des minorités ethniques, éparses et rurales, en bénéficient toujours moins que les autres.

Dans la province de Bokeo, près de la moitié des enfants de moins de 5 ans n'ont pas accès à une éducation formelle avant le primaire. Les parents, très occupé.e.s aux travaux des champs, n'ont pas le temps de jouer et parlent une autre langue que le lao, langue officielle de l'enseignement. Conséquence : un tiers de ces enfants ne termineront pas l'école primaire car on ne les y a pas bien préparé.e.s.

Cette exclusion a des conséquences sur leur développement psychomoteur et leur avenir. Comme tou.te.s les enfants du monde, ils.elles ont le droit à une éducation de qualité. **Dynamiques et avides de jouer et d'apprendre, ils.elles deviennent des élèves assidu.e.s et talentueux.euses quand on leur en donne l'opportunité. Un trésor pour le pays.**

Plan International Belgique et ses partenaires locaux mettent en place des espaces de jeux communautaires dans la région de Bokeo depuis octobre 2016. Les bambin.e.s bougent, sautent, jouent, calculent et lisent en lao. Filles et garçons interagissent et se lient à des adultes totalement dévoué.e.s à leur épanouissement.

Grâce à ce projet, 198 filles et garçons des minorités ethniques les plus éloignées apprennent le lao et développent leur potentiel dans des groupes de jeu communautaires.

La diversité est une richesse et l'égalité doit être offerte à tous les enfants, indépendamment de leur lieu de naissance, leur culture et leur langue.

“ Mon mari et moi avons participé aux réunions du comité villageois pour mettre sur pied un espace de jeu communautaire. Il fallait trouver un lieu et décider quelle serait la contribution financière de chacun.e. Nous avons contribué à la construction de l'endroit et donné un peu d'argent. Je me sens très fière car c'est bon pour l'avenir de nos enfants. Là-bas, les petites filles et les petits garçons peuvent se préparer à entrer à l'école primaire, et apprendre le lao. C'est nécessaire pour nous, les minorités ethniques. Je suis sûre que nos enfants vont apprendre beaucoup. ”

Yoi, 27 ans, maman de Sailom, 4 ans, district de Pha Oudom, province de Bokeo.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES JEUNES ENFANTS DU LAOS ?

198 enfants (dont 102 filles) entre 3 et 5 ans participent aux groupes de jeu dans 10 communautés différentes (3 dans le district de Paktha et 7 dans le district de Pha Oudom).

8 classes sont construites pour accueillir les tout-petits, filles et garçons, et deux autres classes sont disponibles selon des horaires convenant aux parents qui rentrent tard des champs situés hors des villages.

20 personnes (dont 17 femmes) sont identifiées par les communautés et formées pour animer les groupes d'enfants. Elles suivent le programme éducatif national mais utilisent du matériel pédagogique adapté à la culture locale.



Yoi, 27 ans, et son fils Sailom.

Photo: Plan International

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Un modèle d'enseignement préscolaire ludique et adapté aux cultures des minorités ethniques.
- L'utilisation des langues locales, parallèlement à l'apprentissage du lao pour faciliter la transition à l'école primaire.
- Le renforcement continu des compétences des animatrices communautaires.
- L'implication des communautés dans la construction des espaces de jeu et leur contribution financière pour adapter les horaires à leur rythme de travail aux champs.

Un financement durable

Le projet est intégralement financé grâce aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Rachida, 16 ans.

Photo : Plan International/
François Struzik - simply human

BÉNIN

Impact'Elle, ou comment la vie des filles change grâce à l'éducation et un environnement protecteur

Au Bénin, les enfants marchent de longues heures sous le soleil avant de pouvoir souffler à l'ombre de classes d'écoles rares et éloignées des villages. Peu sont aménagées pour accueillir les enfants handicapé.e.s. Les familles, pauvres et influencées par des traditions religieuses ou coutumières, ne perçoivent pas toujours la valeur ajoutée de l'éducation des filles. Ce sont elles qui décrochent le plus souvent et le plus rapidement du système scolaire, où le harcèlement et la punition verbale ou physique sont monnaie courante.

Avant 11 ans, 1 fille sur 3 quittera les bancs de l'école (contre 1 garçon sur 4). Devenu.e.s adolescent.e.s, près de la moitié n'aura pas d'alternative éducative, même informelle. Les filles seront propulsées dans leur rôle maternel très tôt. Un bébé sur 10 naît au Bénin d'une mère adolescente. Pour cause, seules 4% d'entre elles utilisent un moyen de contraception régulier. Elles se marient jeunes : 1 sur 3 avant 18 ans.

Quand on leur donne la parole et le pouvoir de développer leur potentiel, les filles béninoises marquent pourtant des buts. Avec le projet « Girl Power », mené d'août 2015 à juin 2017, près de 500 adolescentes de l'Atacora ont emprunté le chemin de l'indépendance grâce au microcrédit et à la pratique du football. Les leçons apprises du projet inspirent « Impact'Elle », nouveau et vaste programme qui permettra à davantage de filles d'être aux commandes de leur futur.

D'ici à 2022, Plan international Belgique et ses partenaires locaux favoriseront le retour sur les bancs de l'école ou la formation professionnelle de 5.000 enfants et jeunes, dont plus de 3.500 filles et jeunes femmes, dans le nord-est du pays (Atacora). Au sud (Atlantique et Littoral), près de 7.000 enfants, dont une majorité de filles mineures, apprendront à éviter les grossesses précoces et les mariages forcés et à se protéger de l'exploitation économique.

Grâce à ce projet, 175 adolescent.e.s mettent sur pied leur gouvernement scolaire, 352 jeunes filles sont actives dans 16 clubs de foot et leur association sportive et trois fois moins d'adolescentes sont enceintes grâce à la campagne de sensibilisation « Zéro Grossesse en Milieu Scolaire ».

“ C’est grâce au football que beaucoup de filles n’ont pas abandonné les cours. On organise des séances de sensibilisation sur les relations affectives et sexuelles, les grossesses précoces... on parle de beaucoup de choses. Ça nous donne du courage pour réussir les cours et continuer nos études. On prend confiance en nous dans l’équipe, et ça nous fait progresser. ”

Virginie, 22 ans, capitaine de l’équipe féminine des Gazelles.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES FILLES DU BÉNIN?

Les filles s’affirment dans les écoles et sur les terrains de foot

175 enfants et adolescent.e.s mettent sur pied leur gouvernement scolaire et sensibilisent 1.117 camarades au harcèlement sexuel et ses conséquences sur le décrochage des filles. Ils.elles mènent un plaidoyer auprès des autorités locales en faveur d’un budget et de mesures concrètes pour réduire les grossesses précoces : 4 mairies de l’Atacora s’engagent.

352 jeunes filles regroupées en 16 associations sportives pratiquent le football, sport généralement réservé aux garçons, s’affirment et osent prendre la parole en public. Elles découvrent leurs droits et les moyens de se protéger en cas de violence.

648 enfants (354 filles et 294 garçons) reçoivent un acte de naissance. Cette identité officielle leur permet de s’inscrire à l’école et d’être mieux protégé.e.s. Au niveau national, 1 enfant sur 5 n’est pas encore enregistré.e.

Les adolescent.e.s évitent les grossesses précoces et l’exploitation économique

Dans l’Atacora, trois fois moins d’adolescentes sont enceintes grâce à la campagne de sensibilisation « Zéro Grossesse en Milieu Scolaire » (de 714 cas à 269 cas).

Au sud, les équipes des centres de promotion sociale de chaque village mettent leurs connaissances à niveau grâce à la révision du « Code de l’enfant ». Ces équipes prennent en charge et réintègrent 60 enfants victimes d’exploitation économique. La sensibilisation et les filets de protection mis en place devraient encourager les dénonciations en cas d’abus.

Les mécanismes de protection communautaires sont redynamisés et la ligne d’appel gratuite 166 permet de contacter directement la police en cas de maltraitance.

Des écoles inclusives et des parents sensibilisés

101 directeurs.trices, enseignant.e.s et conseiller.e.s pédagogiques d’écoles secondaires apprennent le langage des signes, savent identifier et dénoncer les cas de violence basée sur le genre et organisent la surveillance collective dans leurs établissements.

437 kits scolaires (cahiers, stylos,...) sont distribués aux enfants les plus pauvres et 20 tricycles distribués aux enfants souffrant d’un handicap moteur.

1.591 pères et 2.643 mères sont sensibilisé.e.s via les associations de parents d’élèves, les associations de mères, le dialogue communautaire et les radios locales. Ces parents comprennent mieux les droits de l’enfant à l’éducation, en particulier pour les filles et les enfants handicapé.e.s, ainsi que les conséquences des grossesses précoces, des mariages forcés et de l’exploitation économique.



Photo : Plan International/François Struzik - simply human



Le village se réunit pour discuter des avancées des activités.

Photo : Plan International/François Struzik - simply human

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des gouvernements scolaires dans les écoles secondaires pour favoriser la participation et le leadership des adolescent.e.s et leur permettre de s'impliquer dans la gestion de l'école, les activités de sensibilisation et le plaidoyer auprès des autorités communales.
- La vulgarisation du « Code de l'enfant » qui explique les lois aux enfants, adolescent.e.s et adultes.
- La présence régulière de conseiller.e.s pédagogiques recyclé.e.s au sein des écoles, pour garantir le respect des droits des élèves.
- La mobilisation communautaire des parents dans le but d'assurer une veille sociale de protection des enfants, en particulier des filles.

L'expertise des partenaires locaux

- Au nord-est du pays, dans la région de l'Atacora, 2 partenaires locaux assurent la mise en œuvre du projet: CBDIBA (Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base) et FEE-Dev (Femme, Enfants et Environnement pour le Développement).
- Dans le sud du pays, dans les régions d'Atlantique et du Littoral, 2 autres partenaires locaux assurent la mise en œuvre du projet: CBO-EPT (Coalition Béninoise des Organisations pour l'Éducation Pour Tous) et IFMA (Institut des Filles de Marie Auxiliatrices) des Sœurs Salésiennes de Don Bosco.

Un financement durable

Ce programme bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices de Plan International Belgique qui ont choisi d'investir dans l'avenir des filles.



Belgique

partenaire du développement



L'école secondaire Sint-Lugardis à Mol est la première School for Rights en Belgique.

*Photo : Plan International/
Maui Druez*

BELGIQUE

Les droits de l'enfant en pratique, en particulier le droit à un enseignement inclusif et de qualité

La plupart des gens connaissent les droits de l'enfant à travers la Convention internationale des droits de l'enfant, le cadre théorique sur lequel se base en grande partie le fonctionnement de Plan International.

Notre mission inclut l'application des droits de l'enfant en Belgique. Nous voulons avoir un impact positif et concret sur la vie des enfants et des jeunes. Le moyen le plus efficace pour réaliser cet objectif est de collaborer étroitement avec les écoles.

Depuis ses débuts, Plan International se consacre énormément au droit universel à l'enseignement, un des droits de l'enfant. **En effet, l'enseignement est une des principales clés du développement pour les enfants et les jeunes, en Belgique comme dans nos pays partenaires.**

Bram Mateusen, enseignant à Sint-Lutgardis à Mol : « Nos élèves sont de plus en plus conscients de leurs droits, mais aussi de ceux des autres jeunes. » Elisabeth (16 ans), élève de l'école : « En participant au parcours School for Rights, notre école nous apprend que nous pouvons vraiment mettre en pratique les droits de l'enfant. »

Par le biais des dossiers pédagogiques que nous avons envoyés, nous avons pu atteindre 20.519 élèves néerlandophones et 19.263 élèves francophones. De plus, quelque 5.587 dossiers pédagogiques ont été téléchargés.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES ?

Les enfants et les jeunes connaissent mieux leurs droits et se penchent sur la citoyenneté mondiale

Au cours de l'année écoulée, nous avons continué à mener le partenariat pour les Écoles des droits de l'enfant. Nous avons accompagné plusieurs écoles afin que les droits de l'enfant soient au cœur de leur ADN. Grâce au soutien de la Coopération belge au développement, l'école secondaire Sint-Lutgardis à Mol est devenue la première 'School for Rights'. Par ailleurs, quatre écoles primaires ont reçu le label 'Écoles des droits de l'enfant'. Une belle récompense au bout d'un parcours intensif de deux ans.

Nous avons envoyé 569 dossiers pédagogiques ; d'après les enseignant.e.s, ceux-ci ont permis de sensibiliser au total 20.519 élèves en Flandre, et 19.263 en Belgique francophone. 5.587 autres dossiers pédagogiques ont été téléchargés via les sites web www.kinderrechtenschool.be et www.ecoledroitsenfant.be

À l'occasion de l'exposition « Filles, garçons, à égalité ? », un nouveau dossier pédagogique a été développé.

Dans le cadre d'un nouveau partenariat, nous avons démarré un projet pilote sur l'éducation à la citoyenneté mondiale dans l'enseignement secondaire spécialisé. Nous avons collaboré directement avec 48 enseignant.e.s de 23 écoles.

Nous avons accompagné la séance 'whole school approach to children's rights' lors de la Conférence internationale sur l'éducation aux droits humains à Montréal. Nous avons également organisé une activité interactive autour des droits de l'enfant lors de l'événement 'Kind in alle staten' du Kinderrechtencommissariaat.

Le jeu 'Le voyage de Ludi l'oiseau', sur les droits de l'enfant et le droit au jeu, et le matériel éducatif qui l'accompagnait ont permis d'atteindre le public francophone, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International.

Plus d'attention pour l'enseignement

Sous l'égide de Plan International, trois député.e.s nigérien.ne.s se sont rendus en Belgique pour une concertation avec la Direction générale Coopération au développement. Ils ont également collaboré avec des député.e.s belges autour de leur proposition de loi 'L'enseignement pour les filles'. Dans cette proposition de loi sont reprises certaines dispositions autour de l'âge minimum des filles pour le mariage.

En tant que bureau belge de Plan International, nous étions aux commandes du réseau dédié à 'un enseignement inclusif et qualitatif' dans l'organisation. Nous avons joué un rôle tout aussi actif au sein d'Educaid et avons été modérateurs lors du lancement du 'Global Education Monitoring report' de l'UNESCO.

Nous avons rédigé un chapitre sur l'enseignement dans le rapport alternatif sur la coopération au développement du CNCD-11.11.11.

Au sein d'Educaid, nous avons mené un groupe de travail qui avait publié, plus tôt, une étude autour du 'Technical and Vocational Education and Training (TVET) for Girls' Empowerment'. Un nouveau site web a été développé sur base de cette étude.



Journée d'inspiration pour l'Ecole des droits de l'enfant et School for Rights à Gand.

*Photo : Plan International/
Kevin van Looy*

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des parcours et processus en collaboration avec les équipes scolaires, menant à une intégration profonde des droits de l'enfant à la culture de l'école. Élèves, parents, enseignant.e.s, direction, voisin.e.s de l'école... ont été impliqué.e.s dans un travail à tous les niveaux de la vie scolaire (règlement de l'école, matières, interactions entre les élèves...).
- Des collaborations avec des organisations belges et internationales ont créé des leviers permettant d'atteindre un maximum d'enfants et de jeunes.
- Des stratégies de plaidoyer efficaces et un rapportage alternatif, permettant de porter à l'attention des personnes et instances qui peuvent créer le changement à travers leurs politiques, le droit à un enseignement inclusif et qualitatif.
- Via des outils numériques, des exemples de bonnes pratiques ont été partagés pour inspirer d'autres ONG et les décideurs et décideuses politiques.

L'expertise des partenaires

- Travailler en partenariat autour des droits de l'enfant et du droit à l'éducation est une stratégie en soi. Pour les Écoles des droits de l'enfant/ School for Rights, nous collaborons avec le DGDE, Djapo, Kiyu, VIA Don Bosco et Unicef Belgique.
- Pour le projet pilote autour de la citoyenneté du monde, nous collaborons avec Kiyu, Annoncer la Couleur et École Sans Racisme.
- Comme précisé plus haut, nous collaborons aussi étroitement avec le Kinderrechtencommissariaat et Educaid.

Des financements durables

Par le biais d'un programme pluriannuel, la Coopération belge au développement soutient notre plaidoyer autour d'un enseignement inclusif et qualitatif dans la coopération au développement et nos activités avec les Écoles des droits de l'enfant/ School for Rights. De plus, nous avons pu compter sur le soutien de Wallonie-Bruxelles International.



Belgique
partenaire du développement



Wallonie - Bruxelles
International.be



Les enfants, en particulier les filles, doivent avoir la possibilité de participer aux changements sociaux et politiques.

Les équipes et les partenaires de Plan International écoutent les jeunes et les encouragent à mettre en œuvre leurs propres solutions au niveau local, national et international. Cela renforce leur assurance et leur autonomie et leur permet d'avoir un impact positif et durable sur leur vie et celle des autres.

www.planinternational.be/fr/diriger

BELGIQUE

Les jeunes – et en particulier les filles – prennent la parole et influencent les choix politiques

En Belgique aussi, Plan International s'investit pour le respect des droits de l'enfant, avec une attention particulière pour les droits des filles. Pour parvenir à des résultats, il faut écouter les enfants et les jeunes. Ils doivent pouvoir prendre la parole pour influencer eux-mêmes la politique belge et plus largement, la société.

Partant de cette idée, nous avons organisé, fin 2017, un sondage auprès des jeunes. Celui-ci montrait qu'en Belgique, les filles sont régulièrement confrontées à différentes formes de discrimination: du harcèlement de rue à la pression de choisir une certaine orientation scolaire, en passant par une répartition inégale des tâches ménagères... la liste est longue.

Nous constatons d'ailleurs qu'en Belgique, les droits des filles sont quasi invisibles dans les discours autour des droits de l'enfant. Il est temps que cela change. Car notre expertise acquise dans nos pays partenaires nous a appris que pour parvenir à plus d'égalité pour les filles, il est essentiel d'appliquer concrètement le droit à un enseignement de qualité et le droit à une protection contre les violences basées sur le genre. Nous plaidons auprès de la Coopération belge au développement pour qu'elles intègrent ces objectifs à leurs politiques.

Enfin, nous avons initié en Belgique **un programme qui s'appuie sur le cadre des droits de l'enfant pour permettre aux jeunes de mener le changement sociétal, en gardant une attention particulière pour l'égalité de genre.**

En Belgique, pas moins de 8 actions Girls Takeover ont eu lieu, 476 jeunes ont donné leur avis sur l'égalité de genre via un sondage, 150 jeunes ont débattu sur le harcèlement sexuel dans l'espace public et 14 jeunes ont participé à un projet pilote bruxellois autour du même thème.



Les jeunes débattent sur le harcèlement sexuel au Parlement francophone bruxellois. L'implication des garçons dans la lutte contre le sexisme est indispensable.

Photo : Plan International/Bea Uhart

Alice, jeune activiste, a participé à l'action Girls Takeover à l'occasion de la Journée internationale de la fille. Le temps d'une journée, elle a pris la place de la direction de la programmation de la chaîne VTM.

“ Les droits des filles, ça me passionne depuis un moment. C'est pourquoi j'étais enthousiaste à l'idée de participer à l'action Takeover. Et plus encore quand j'ai appris que j'allais être, pour une journée, directrice de la programmation chez VTM. J'ai notamment animé un atelier sur l'égalité de genre dans les médias et collaboré avec les scénaristes de la série *Familie*. Les médias tombent régulièrement dans le piège des stéréotypes. Et malheureusement, ceux-ci influencent grandement les idées que se forment les enfants sur les filles, les garçons, mais aussi sur leurs ambitions futures. Si vous voulez une vraie égalité de genre, il faut déconstruire ces stéréotypes dès le plus jeune âge. Les médias ont un rôle important à jouer. ”



Alice a pris la place de la direction de la programmation de la chaîne VTM.

Photo : Plan International/Medialaan_md

« Ces dernières années, Plan International a organisé des centaines de Girls Takeovers. À chaque action, c'est l'occasion pour les filles d'expliquer aux autres – surtout aux hommes – qu'ils doivent donner leur chance aux filles et aux femmes et mettre de côté leurs préjugés. Je suis sûre que ça fait de l'effet, et que ces Girls Takeovers peuvent faire la différence. »

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS, LES JEUNES ET LES FILLES ?

Plus d'attention pour le droit de décision et l'égalité des chances pour les filles

Le 11 octobre, c'est la Journée internationale de la fille. En octobre 2017, de jeunes activistes à travers le monde ont occupé des fonctions dirigeantes. Elles ont voulu ainsi démontrer que les filles sont elles aussi capables de diriger, qu'elles peuvent briguer des postes de pouvoir, qu'elles ont le droit d'être impliquées dans des décisions qui impactent leurs vies et qu'elles sont encore trop souvent confrontées à des préjugés.

En Belgique, Tess a pris la place du ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo, Diane a été ministre des Affaires étrangères à la place de Didier Reynders, Mayada a occupé le siège du recteur de l'université d'Anvers, Yasmine celui du recteur de l'université de Mons, Delphine a été rédactrice en chef chez Bel RTL, Tiffany présidente de l'Union belge du football, Niesje a présenté *Gert Late Night* et enfin, Alice a pris le rôle de directrice de la programmation chez VTM.

Grâce à l'attention obtenue dans les médias, l'action Girls Takeover est devenue un levier pour faire réfléchir le public aux clichés et préjugés vis-à-vis des filles.

« Filles, garçons, à égalité ? » : une expo photo qui pousse à la réflexion sur l'(in)égalité de genre

En octobre 2017, l'exposition « Filles, garçons, à égalité ? » ouvrait ses portes. Elle présentait des portraits de jeunes Belges, Béninois.es, Cambodgien.ne.s et Équatorien.ne.s. L'expo photo est une collaboration entre Plan International Belgique, le photographe François Struzik et de jeunes reporters issu.e.s de ces quatre pays. Elle se penche sur les stéréotypes et normes de genre et sur les différentes formes de discrimination basées sur le genre. Montée dans une dizaine de lieux en Belgique, l'exposition a attiré 11.000 visiteurs.

Attention explicite pour les droits des filles dans le rapport alternatif sur la CIDE

En principe, les États-membres de la Convention relative aux droits de l'enfant doivent établir tous les 5 ans un rapport sur les progrès accomplis en matière de droits de l'enfant, et les défis auxquels ils font face. À chaque fois, la société civile établit un rapport alternatif. En tant que membre du conseil d'administration de la CODE et présidente de la Kinderrechtcoalitie, Plan International a veillé à ce que la voix des filles soit entendue au sein du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, à Genève. Autre priorité qui a été soulignée : l'attention pour les droits de l'enfant dans la coopération au développement.

Filles et garçons ont donné leur avis lors d'un sondage sur l'égalité de genre

Pour donner la parole aux jeunes, le sondage est une méthode efficace. 476 jeunes ont indiqué qu'ils.elles trouvent le sexisme bien présent dans les médias, que la discrimination envers les filles n'est pas rare et qu'ils.elles estiment ce phénomène problématique. L'enquête a été réalisée avec l'institut de sondages Dedicated.

Les jeunes ont ouvert le débat sur le harcèlement sexuel au Parlement francophone bruxellois

150 jeunes ont pu exprimer leur opinion sur la problématique du harcèlement sexuel dans l'espace public à Bruxelles. Huong, participante au projet Safer Cities avec Plan International Vietnam, est venue soutenir les jeunes Bruxellois.e.s en témoignant sur le harcèlement sexuel dans sa ville, Hanoi. Cet événement pour les jeunes, organisé dans le cadre des 'Jeudis de l'Hémicycle', a permis d'inspirer quelques membres du Parlement à proposer une résolution parlementaire sur le harcèlement sexuel dans les transports publics à Bruxelles.

Démarrage projet 'BruxELLES' : les jeunes utilisent la photo pour mettre en lumière le harcèlement sexuel

Le projet pilote 'BruxELLES' a démarré grâce au soutien de Canon et d'Equal.Brussels. Pendant une semaine, des jeunes se sont réuni.e.s pour se pencher sur les thématiques du 'harcèlement sexuel dans l'espace public', du storytelling par la photographie et de l'égalité de genre. Différents autres moments de formation ont suivi au cours de l'année écoulée. Le projet précède le programme « Champions of Change », qui sera mis en place l'année prochaine.

Le jury de jeunes a désigné le gagnant du prix des droits de l'enfant

En collaboration avec le DGDE et son équivalent flamand Kinderrechtencommissariaat, Plan International a organisé le premier Prix belge des droits de l'enfant, avec le soutien de Fifty-One International. Un jury de jeunes a formulé les critères pour désigner l'initiative gagnante et a couronné le collectif 'L'Ecole du Parc Maximilien'.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- La mise en place d'outils pour donner la parole aux jeunes : des éléments primordiaux pour veiller à ce qu'ils.elles puissent avoir leur mot à dire sur les sujets et les décisions qui les concernent. Nous nous appuyons d'une part sur des méthodes de recherche, comme les sondages, d'autre part sur une collaboration avec de jeunes activistes.
- Des stratégies de plaidoyer ciblées : elles incitent les responsables politiques à prendre des mesures en matière de droits de l'enfant et de droit des filles, en Belgique et au sein de la Coopération belge au développement.
- Des méthodes créatives, comme la photographie.
- La presse comme levier : un élément essentiel dans la lutte pour le respect des droits de l'enfant et de l'égalité des chances pour les filles.

L'expertise des partenaires

Pour obtenir des résultats, des partenariats solides sont essentiels. Au cours de l'année écoulée, plusieurs partenaires se sont investis avec nous pour stimuler la participation des jeunes, et en particulier des filles : Canon, le Délégué General des Droits de l'Enfant, la CODE, la Kinderrechtcoalitie et le Kinderrechtencommissariaat.

Des financements durables

Les activités citées ci-dessus ont été financées par la Coopération belge au développement (DGD), Equal.Brussels, Canon et Fifty-One International.



Belgique
partenaire du développement

equal.brussels
égalité des chances

Canon





Tous les enfants, en particulier les filles, doivent pouvoir faire leurs propres choix concernant leur vie et leur corps. Elles doivent pouvoir décider si, quand et avec qui elles veulent se marier et avoir des enfants.

L'éducation sexuelle et l'accès à des services de santé pour les adolescent.e.s sont les premières étapes pour faire reculer les grossesses précoces. Nous dialoguons avec les parents, les communautés et les gouvernements pour éliminer l'excision et les mariages d'enfants, dans la loi et en pratique.

www.planinternational.be/fr/decider

« Weyborey Ma Farhan » - « Quand les filles s'épanouissent »

Au Niger, pays désertique et enclavé en proie à la sécheresse et à une instabilité grandissante, le quotidien est rude et la situation des enfants et des filles parfois brutale. 1 adolescente sur 7 est déjà maman, 3 filles sur 4 sont mariées avant d'atteindre 18 ans tandis que 1 sur 3 l'est avant 15 ans.

Dans ce contexte de pauvreté, le mariage précoce est une protection de l'honneur des filles et de leur famille, voire une transaction économique. La coutume menace les aspirations de milliers d'entre elles, car elle autorise les pères, les frères, les oncles ou les futurs maris à décider de leur futur à leur place.

L'éducation est un excellent rempart contre le mariage des mineures et un levier vers leur autonomie. Scolarisées du jardin d'enfant à l'école secondaire, elles courront moins de risques d'être de trop jeunes épouses. **Si elles reçoivent la chance d'apprendre un métier, il leur poussera des ailes. Soutenues et encouragées, les adolescentes nigériennes seront capables de déplacer les dunes.**

À Dosso, 12 participantes aux projets de Plan International ont, pour la première fois, exprimé leurs points de vue et évalué les changements de normes sociales dans leur communauté grâce à la vidéo participative, un processus mené sur le terrain avec l'expertise de l'organisation Visual Exchange. Grâce à cette approche, les jeunes filles ont été capables de soutenir le regard des imams et des futurs maris et d'interroger les sages-femmes et les accoucheuses traditionnelles sur les conséquences physiques du mariage précoce, sans tabous et sans peur.

« Weyborey Ma Farhan » ou *Quand les filles s'épanouissent* est le nom que la communauté a donné au nouveau programme quinquennal de Plan International Niger et ses partenaires locaux. Le programme propose des solutions complémentaires aux besoins des filles et des jeunes femmes : nourrir et faire bien grandir leurs enfants ; les protéger des violences basées sur le genre, en particulier le mariage précoce, et, permettre aux filles de fréquenter l'école secondaire ou d'apprendre un métier.

Il se base sur les leçons apprises du projet « Pour une meilleure protection des filles au Niger », mené d'avril 2015 à juin 2018, qui avait permis à des centaines d'entre elles de se protéger du mariage précoce et d'en réparer les conséquences, telle que la fistule obstétricale. Comme l'édition précédente, le nouveau programme est mis en œuvre à Dosso et Tillabéry.

Grâce à ce programme, 1000 jeunes filles mettent en place 50 associations d'épargne et de crédit pour jeunes et apprennent un métier qui les met à l'abri du mariage précoce et 12 participantes évaluent les changements des normes sociales grâce à la vidéo participative.

Les jeunes filles apprennent un métier pour éviter d'être mariées trop tôt et renforcer leur autonomie (Dosso)

Photo : Plan International/
An-Sofie Kesteleyn



“ Je fais partie des filles que Plan International a aidées dans mon village. Nous sommes 3 à avoir été sélectionnées pour participer au projet de vidéo participative à Dosso. Là, nous avons tout d’abord appris à filmer. Ensuite, nous sommes passées dans les villages pour poser des questions sur le mariage d’enfants. Et les gens nous ont éveillées à ses conséquences. Nous avons posé des questions et ils nous ont répondu : les imams, les chefs de villages, les sages-femmes...certains jeunes aussi, des garçons et des filles. Nous avons appris à interviewer, à filmer, à découper et à monter. Une fois le film fini, nous

sommes passées dans chacun des villages pour le présenter. Parler aux gens, ouvrir les esprits et sensibiliser la population sur les conséquences du mariage d’enfants, c’est ça qu’on a réussi grâce à la vidéo participative ! Je suis fière de moi et j’ai vraiment envie de continuer. ”

Djamila, 16 ans, participante à l’atelier de vidéo participative, Dosso



Djamila et les participantes du projet vidéo participative sous le regard curieux d’Issaka Boureima, coordinateur du programme.

*Photo : Plan International
Federico Varrasso - Visual Exchange*

QUELS CHANGEMENTS POUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES AU NIGER ?

De jeunes enfants mieux nourri.e.s et suivi.e.s à domicile

1.567 enfants sortent de la malnutrition aigüe dans les foyers de réhabilitation nutritionnelle et sont suivi.e.s à domicile par des relais communautaires.

30 animatrices des foyers soignent les enfants et revoient leur régime alimentaire, tandis que 15 « mamans lumière », leaders modèles, conseillent les jeunes femmes sur la planification familiale, la prévention des maladies sexuellement transmissibles, l’importance de la consultation prénatale, du développement du jeune enfant et de l’hygiène.

30 « femmes brigadières » mettent en place et surveillent des jardins potagers et 15 associations villageoises d’épargne et de crédit permettent l’autonomie de jeunes femmes dont les enfants sont malnutri.e.s.

90 acteurs.trices communautaires sont formés à l’assainissement et 30 maçons locaux apprennent à construire des latrines avec du matériel local.

Des jeunes filles vulnérables protégées

1.000 filles non scolarisées ou déscolarisées sont organisées en 50 associations d’épargne et de crédit pour jeunes et cotisent régulièrement afin de se constituer une réserve financière. Elles démarrent une formation en couture, élevage, broderie, petit commerce...

Les normes sociales des villages évoluent grâce à la sensibilisation, au dialogue intergénérationnel, à la formation aux droits de l’enfant et à la protection des filles ainsi qu’au dynamisme de 50 comités villageois de protection de l’enfant (20 nouveaux, 30 existants, composés de près de 1.000 villageois.e.s dont environ 40% de femmes).

Des adolescentes scolarisées et formées

Le pourcentage des filles et des garçons qui terminent les deux premiers degrés de l'école secondaire passe de 10 à 18%.

6.455 enseignant.e.s et élèves mettent leurs connaissances à niveau grâce à un recyclage et des outils didactiques sur l'égalité de genre, l'inclusion des enfants handicapé.e.s et la discipline positive.

1.523 parents sont informé.e.s des possibilités de formation professionnelle et s'engagent à ne pas proposer leurs filles en mariage et à les laisser apprendre un métier dans les centres de formation aux métiers (CFM) sous l'égide de 100 tuteurs.trices.

579 garçons de 15 à 25 ans se réunissent dans les « clubs de futurs maris » et prennent conscience de l'importance de l'éducation et de l'autonomie des filles.

Un décret portant soutien, protection et accompagnement des jeunes filles en cours de scolarité est adopté. Son décret d'application reste encore à être adopté. Un Comité national de lutte contre le mariage des enfants est mis en place.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- La mise en place de foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle et d'associations d'épargne et de crédit pour les jeunes mamans les plus vulnérables.
- Le dialogue social et intergénérationnel avec des jeunes maris, des leaders modèles, traditionnels et religieux.
- Un plaidoyer local, régional et national sur l'importance de l'éducation des filles et les conséquences néfastes du mariage précoce.
- Le processus de vidéo participative comme démarche d'émancipation individuelle et de transformation sociale: après un atelier initial de deux semaines, 12 participantes filment elles-mêmes, sensibilisent et animent le débat communautaire sur le mariage précoce en projetant leurs vidéos dans les villages de Dosso.

L'expertise des partenaires locaux

5 partenaires locaux assurent la réalisation du projet: Alternative Espace Citoyen (AEC), Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance (ANTD), Coalition Nigérienne des Droits de l'Enfant (CONIDE), Coalition nigérienne des Associations, Syndicats, ONG de la campagne Education Pour Tous (ASO-EPT) et Organisation pour la Promotion et l'Epanouissement de la Femme Nigérienne (DIMOL).

Un financement durable

Ce programme bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices privé.e.s de Plan International Belgique qui ont choisi d'investir dans l'avenir des filles grâce au Girls Fund.



Belgique

partenaire du développement



Une mère et son bébé
au centre de santé
DIMOL, Niger.

*Photo : Plan International/
An-Sofie Kesteleyn*

NIGER

Réparer et réinsérer les filles mariées trop tôt

Au Niger, l'âge légal du mariage est de 18 ans pour les garçons et de 15 ans pour les filles. 1 fille sur 3 est mariée avant cet âge tandis que 3/4 des nigériennes le sera avant d'atteindre 18 ans. 1 adolescente sur 7 sera maman, avec d'énormes risques: leur corps n'est pas prêt et leur bassin est trop étroit.

Une des conséquences de l'accouchement précoce est la fistule obstétricale, encore très taboue. Il s'agit d'une perforation entre le vagin et la vessie ou le rectum, qui provoque ensuite des fuites d'urine. A long terme, surgissent des problèmes médicaux chroniques. Les jeunes femmes qui en souffrent sont reléguées à la marge de leur communauté, précarisées et ne peuvent plus vivre une vie normale. Une opération chirurgicale est possible, à condition d'avoir les moyens de se rendre à l'hôpital en capitale.

Plan International Belgique et ses partenaires locaux réparent et réinsèrent des dizaines de filles dans 30 villages de Dosso et Tillabéry d'avril 2015 à juin 2018. En leur permettant de retrouver leur estime et leur confiance en elles, en ouvrant le dialogue avec les jeunes hommes, les parents et les adultes influent.e.s de la communauté, la coutume du mariage précoce recule, **les normes sociales sexistes sont remises en question et des centaines de jeunes filles apprennent un métier à l'abri de la peur et de la violence.**

Elles retrouvent le chemin de l'autonomie et brillent de tous leurs talents.

En 2018, 240 adolescentes victimes de fistule sont réparées et réinsérées dans leur famille et leur communauté et 600 jeunes filles apprennent un métier qui les protège du mariage et des grossesses précoces.

“ A l’âge de 15 ans, mes parents m’ont donnée en mariage à un cousin. Je suis tombée enceinte et j’ai accouché d’un bébé mort-né. J’ai perdu l’usage de mes jambes et je ne pouvais plus retenir mon urine. Je me suis rendue au centre DIMOL où je n’ai reçu aucune visite de ma belle-famille ni de mon mari qui a voulu divorcer. Après des mois de souffrance et de soins, j’ai retrouvé la santé et le moral. J’ai reçu un peu d’argent pour démarrer une activité, une formation en alphabétisation et en couture. J’ai même appris à fabriquer des bijoux en perles ! DIMOL m’a sauvé la vie. Aujourd’hui, je suis de retour dans ma famille et mon village et je suis si fière d’assister l’agent de santé à sensibiliser la communauté sur les conséquences du mariage précoce... ”

Asmaou, 17 ans, Niger.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES FILLES ET JEUNES FEMMES AU NIGER ?

Des identités reconnues et des unions officialisées

7807 actes de naissance et 4511 actes de mariage sont délivrés lors de 3 campagnes de masse permettant à des milliers de jeunes filles d’avoir une identité légale et de pouvoir être mieux protégées.

Des jeunes filles réparées et réinsérées dans leur famille et leur communauté

240 jeunes filles victimes de fistule obstétricale bénéficient d’une opération chirurgicale, sont hébergées et formées dans le centre d’accueil de DIMOL et réinsérées dans leur famille et leur communauté.

Les agents de santé, les sages-femmes et les accoucheuses traditionnelles des villages du projet sont formé.e.s à la prise en charge post-opératoire des victimes de la fistule.

Les adolescentes apprennent un métier qui les protège

600 filles apprennent un métier (couture, broderie, élevage...) et adhèrent à 30 associations de jeunes d’épargne et de crédit. Elles acquièrent des compétences pour mieux négocier leur vie affective, sociale et sexuelle, connaissent leurs droits et savent à qui s’adresser en cas de violence.

Les filles reçoivent les bases de la gestion de leur petit commerce et de la vie associative, sous l’égide de tuteurs et tutrices locales.

234 enseignant.e.s sont formé.e.s à la protection des filles et la prévention des violences basées sur le genre. Ils.elles s’engagent à les protéger, notamment grâce à un système d’alerte et de dénonciation des auteurs.



Asmaou et une animatrice du centre DIMOL.

Photo : Plan International/Frédéric Janssens

CES RÉSULTATS ONT ÉTÉ POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des élu.e.s locaux.ales, leaders communautaires et religieux, communicateurs.trices traditionnels et futurs maris qui se font les porte-voix de l'abandon de la coutume du mariage précoce.
- Une prise en compte des dynamiques culturelles et sociales locales, et la participation intergénérationnelle, en particulier le choix de tuteurs.trices crédibles.
- L'efficacité des comités villageois de protection de l'enfant qui agissent en amont par la sensibilisation et le plaidoyer et en aval, par la dénonciation et la prise en charge des cas d'abus et de violence.
- Des campagnes de communication éducatives via les radios locales sur l'importance de l'enregistrement officiel des naissances et des mariages, la scolarisation des filles, la planification familiale, la consultation prénatale, la prévention des violences basées sur le genre à l'école et dans la famille...

Des partenaires locaux efficaces

3 partenaires locaux assurent la réalisation du projet : Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance (ANTD), Coalition nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de la campagne Education Pour Tous (ASO-EPT) et Organisation pour la Promotion et l'Epanouissement de la Femme Nigérienne (DIMOL).

Un financement durable

Ce programme a bénéficié du soutien de la Coopération belge au développement, de l'Union Européenne et des donateurs et donatrices particulier.e.s de Plan International Belgique qui ont choisi d'investir dans l'avenir des filles grâce au Girls Fund.



Belgique
partenaire du développement





Nous avons soutenu une pétition pour interdire l'excision au Mali. Dans la famille de Fatoumata, à droite sur la photo, plus aucune fille n'a été excisée depuis 12 ans.

*Photo : Plan International/
Ily Njiokiktjien*

BELGIQUE

Protéger les filles, ici et ailleurs

La protection des filles contre toutes les formes de violence a été un fil rouge de nos actions l'année dernière. De la lutte contre l'excision en Afrique de l'Ouest à la réalisation d'études sur le harcèlement sexuel en Belgique, notre travail de mobilisation du public et de plaidoyer auprès des autorités belges a donné des résultats encourageants.

Ainsi, pas moins de 13.318 personnes ont signé notre pétition en ligne, soutenant la députée malienne Fomba Fatoumata Niambali dans son combat pour interdire l'excision dans son pays. En collaboration avec le Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles féminines (GAMS), nous avons également mené une campagne dans les médias pour rappeler la nécessité de lutter contre l'excision, ici et dans les pays les plus affectés.

“ Comme toutes les femmes ici, moi aussi j'ai subi une excision. Je n'en connais que trop bien les conséquences, moi qui en souffre depuis mon enfance. Quand j'ai décidé de m'engager contre cette pratique, ma famille s'y est farouchement opposée. Ma grand-mère elle-même était exciseuse... Mon choix s'est donc avéré dangereux, j'ai été littéralement menacée. Mais je n'ai pas laissé tomber. ”

Finda Iffono, responsable de projet pour Plan International Guinée

13.318 personnes ont signé notre pétition en ligne pour soutenir une députée malienne dans son combat contre l'excision.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES FILLES ?



Finda Iffono mène le débat sur les mutilations génitales féminine au sein d'un village, district de Manfran, Guinée.

Photo : Plan International/ Johanna de Tessières

Plus d'attention pour la thématique de l'excision

Nous avons porté cette question dans les principaux médias du pays. Ainsi, en vue de la journée mondiale contre l'excision, nous avons emmené les médias belges en Guinée, où 97% des filles et des femmes sont excisées. Un documentaire de 26 minutes et une série d'articles ont été diffusés par les quotidiens *Le Soir* et *De Standaard*, tandis qu'une carte blanche sur les mesures politiques à prendre est parue dans *levif.be* et *knack.be*, touchant ensemble des dizaines de milliers de lecteurs.

Plus de visibilité pour les filles en Belgique et dans les politiques de développement

Après plusieurs années de plaidoyer de notre part, le Parlement fédéral a voté à l'unanimité une résolution sur la nécessité de recueillir plus de données sur les conditions de vie des filles et les diverses discriminations auxquelles elles font face. À travers cette résolution, le Parlement demande au Gouvernement belge de tenir davantage compte de la dimension spécifique du genre dans la collecte et l'analyse de données, et d'aider les pays partenaires de la coopération belge au développement à faire de même.

En Belgique, une étude de la professeure Els Leye (UGent), réalisée à la demande de Plan International Belgique, indique que dans notre pays, 24,8% des filles âgées de 12 à 17 ans (et 14,6% des garçons) ont déjà subi des attouchements non désirés. Dans la catégorie des 18 à 24 ans, 13,8% des femmes et 2,4% des hommes ont déclaré avoir été confronté.e.s au harcèlement sexuel.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Un travail de plaidoyer intensif, qui a permis de renforcer la dimension du genre dans la Coopération belge au développement.
- La presse et des contenus en ligne percutants, comme levier pour sensibiliser l'opinion publique et les décideurs et décideuses politiques sur la thématique de l'excision.

L'expertise des partenaires

Nous avons collaboré avec la professeure Els Leye de l'UGent et avec le GAMS.

Des financements durables

Les activités nommées ci-dessus ont été possibles grâce au soutien structurel de la Coopération belge au développement.



Belgique
partenaire du développement



Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit de s'épanouir à l'abri de la peur, de la discrimination, de la violence et de la pauvreté.

Plan International encourage les parents, les communautés et les gouvernements à développer le potentiel des filles comme des garçons, à combattre toute forme de violence, surtout à l'égard des filles, et à créer des espaces de vie et d'apprentissage sécurisants.

www.planinternational.be/fr/sepanouir

Protection des filles et jeunes femmes les plus vulnérables

Laos, province de Bokeo. Dans cette région montagneuse près de la frontière chinoise, toujours plus de gens viennent travailler dans l'agro-industrie de la banane. Parmi celles et ceux qui rejoignent les plantations, beaucoup sont issu.e.s des régions avoisinantes. Mais ce travail n'est pas sans risques : dans ces plantations sont utilisées des substances chimiques dont les ouvrier.e.s ne connaissent pas les dangers. Beaucoup en tombent malade et développent des affections pulmonaires. Et ils.elles ne connaissent pas leurs droits, ce qui complique encore les choses.

Pour les ouvrières, la situation est encore plus difficile. Le travail est dur et même des femmes enceintes se retrouvent à respirer des pesticides à longueur de journée. Sans compter le harcèlement sexuel et les violences auxquelles sont confrontées les filles et les femmes.

Des collaborateurs.trices locaux.cales et partenaires de Plan International travaillent depuis 2016 dans les plantations de bananes et aux alentours, pour assurer la protection des travailleurs.euses et de leur famille. **Avec une attention particulière pour les filles et les femmes.**

« LES FILLES ET LES FEMMES SONT MIEUX ÉCOUTÉES »

“ Nous avons monté une pièce de théâtre au village. Elle parle des droits des filles et des femmes et de l'égalité des chances. Les gens ont ainsi appris qu'il est important d'impliquer les filles et les femmes quand on prend des décisions qui ont un impact sur leur vie. Un exemple : avant, les femmes ne pouvaient pas participer aux réunions du village, aujourd'hui elles sont les bienvenues. Grâce au projet, elles ont acquis un revenu supplémentaire qui renforce leur autonomie. Les gens ont appris aussi que la violence envers les femmes et les enfants est inacceptable. Et je constate que les parents comprennent mieux pourquoi il est essentiel d'envoyer leurs filles à l'école. ”

Douangchan Douangpachan, *collaborateur de projet pour l'organisation partenaire CAMKID*

*Photo : Plan International/
Phoonsab Thevongsa*



Grâce au théâtre, 733 filles et 1.865 femmes ont pu apprendre sur leurs droits et les moyens de les revendiquer. Par le biais de la radio, 468 réponses ont pu être données à des questions portant notamment sur la violence envers les filles et les femmes.

QUELS CHANGEMENTS POUR LES FILLES, LES FEMMES ET LEUR FAMILLE AU LAOS ?

Grâce au théâtre, les filles et les femmes connaissent mieux leurs droits et en savent plus sur la violence basée sur le genre

Le théâtre, c'est un moyen idéal de faire passer des messages importants et de pousser à la réflexion. Au Laos, cette méthode a particulièrement bien fonctionné. Les habitant.e.s de 14 villages ont été informé.e.s sur les risques du travail dans les plantations de bananes et les répercussions sur leur santé, mais aussi sur les formes de violences particulières auxquelles sont confrontées les filles et les femmes. 733 filles et 1.865 femmes ont ainsi renseignées sur leurs droits et les moyens de les revendiquer.

Bien entendu, pour obtenir un réel impact, il faut que les garçons et les hommes soient eux aussi informés. C'est pourquoi nos équipes locales ont fait en sorte que l'activité de théâtre s'adresse aussi à 638 garçons et 1.521 hommes.

Des réponses aux questions, grâce à une radio interactive

Dans beaucoup de pays, la radio reste un outil efficace d'impact sociétal. Les auditeurs et auditrices des radios provinciales ont pu entendre des émissions traitant de leurs conditions de travail, de la violence envers les filles et les femmes, etc. Suite aux émissions, les auditeurs.trices ont passé 298 appels téléphoniques et envoyé 170 SMS pour poser leurs questions, tout au long de l'année.

Les femmes s'expriment plus et sont plus autonomes

8 groupes de femmes ont été mis sur pied. Elles se réunissent régulièrement pour en apprendre plus sur leurs droits, discuter de problèmes et apprendre à s'exprimer et se défendre. Les groupes économisent aussi pour investir dans de nouvelles activités, comme le tissage d'étoffes traditionnelles. Les femmes peuvent ainsi se créer des revenus supplémentaires ou alternatifs.

De meilleures conditions de travail

Dans 8 villages, notre partenaire local CAMKID a mis sur pied des groupes pour la protection au travail. Ces groupes surveillent de près les conditions de travail et informent les gens. En outre, 56 bénévoles ont été formé.e.s sur le sujet des droits humains et des droits des travailleurs.euses. Ils.



Photo : Plan International/Phoonsab Thevongsa

elles ont également acquis des techniques de négociation pour pouvoir mieux protéger et défendre leurs familles et leurs villages. Enfin, 163 personnes ont été formées à l'utilisation des pesticides et autres substances chimiques en portant des masques, des bottes et des gants. Ces précautions font une différence énorme pour la santé de celles et ceux qui travaillent dans les plantations, et pour leurs familles.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des activités stratégiques avec les villageois.e.s, vrais moteurs de changement. Les habitant.e.s sont pris.e.s au sérieux : on communique avec eux.elles dans leur langue et leurs traditions sont prises en compte.
- Le travail avec des groupes de femmes, qui gagnent en confiance et en autonomie.
- La diffusion de messages d'information et sensibilisation, au travers d'activités populaires et de médias comme le théâtre et la radio.
- La mobilisation, la formation et le soutien de personnes clés dans les villages, afin que les habitant.e.s – en particulier les filles et les femmes – puissent s'adresser à eux.elles en cas de besoin.

L'expertise des partenaires locaux

Depuis 2016, Plan International Belgique collabore avec l'ONG locale CAMKID. Cette ONG vise d'une part à protéger les travailleurs.euses et leurs droits, et d'autre part à aider les femmes et les filles à devenir plus autonomes et à se défendre. Dans la province de Bokeo, CAMKID est la première ONG locale reconnue.

Des financements durables

Ce projet est soutenu par l'Union européenne et par les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.





Les Andes, Équateur.

*Photo : Plan International/
Fabricio Morales*

ÉQUATEUR

Les spécificités de l'éducation des enfants autochtones enfin reconnues

En Équateur, petit pays verdoyant et touristique situé sur les contreforts des Andes, plus des 3/4 des enfants autochtones vivent sous le seuil de pauvreté. Leur exclusion économique se conjugue au racisme vis-à-vis de leur communauté et les relègue à la marge de la société.

Comment briser ce cycle d'exclusion si ces enfants, en particulier les filles, n'ont pas le même accès à l'école que les autres ? La moitié de ceux et celles qui atteignent les bancs de l'école primaire quitteront l'enseignement à la fin du cycle, voire avant.

En 2017, le Ministre de l'Éducation annonce la fermeture de 13.000 écoles rurales. L'impact pour les familles autochtones a le goût amer de la révolte. Grâce à une très forte mobilisation de la société civile, le droit à l'éducation de leurs enfants, est, au moins dans l'immédiat, préservé.

Priver les enfants autochtones d'éducation est une double discrimination et revient à briser les rêves d'avenir des plus vulnérables, en particulier les filles.

Plan International Belgique soutient financièrement et techniquement les collectifs citoyens qui se créent et se mobilisent à travers tout le pays pour défendre le droit à une éducation inclusive qui garantit la diversité culturelle et l'égalité de genre.

Grâce à ce projet, le décret national visant à promouvoir les droits à l'éducation de plus de 450.000 filles et garçons autochtones d'Équateur est signé par le Président.

“ Nous avons franchi un pas important. Nous sommes parvenus à des réformes de la loi pour l'éducation et dans un premier temps, la création d'une université publique autochtone. Le décret qui instaure la création d'un secrétariat à l'éducation interculturelle bilingue au sein du Ministère de l'Education aura un grand impact, également sur l'éducation primaire et secondaire. Le travail continue ! Nous devons faire en sorte d'obtenir plus d'autonomie pour les actions concernant l'éducation des enfants autochtones, du préscolaire à l'université. Nous devons unir nos efforts dans tout le pays pour répondre aux besoins spécifiques de ces enfants et créer des curriculums adaptés, qui seront reconnus au niveau politique. ”

Luis, membre de la CONAIE, Quito

QUELS CHANGEMENTS POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES AUTOCHTONES ?

A l'initiative du CSE (Contrat Social pour l'Education) et de la CONAIE (Confédération des Nationalités Autochtones), des collectifs citoyens se créent à travers tout le pays et bâtissent un projet éducatif plus inclusif qui fait la part belle à la diversité culturelle et à l'égalité de genre.

Un Congrès National des Peuples et Nationalités d'Equateur, organisé en septembre 2017, rassemble plus de 2.200 leaders autochtones. Parlant d'une seule voix, ils,elles proposent la restitution du système d'éducation interculturelle bilingue, soit la réouverture d'écoles primaires communautaires, la création d'universités autochtones et d'un institut des connaissances et savoirs ancestraux. En bref, un accès à l'éducation plus juste et des politiques éducatives sensibles aux enfants les plus exclu.e.s.

Il faut 8 mois de discussions, d'ateliers, de conférences et de débats animés pour aboutir à la signature, le 6 juillet 2018, d'un décret national garantissant, à moyen terme, l'accès à l'éducation pour plus de 450.000 filles et garçons autochtones.

Une rude bataille gagnée et des premiers changements à la clé :

- L'université interculturelle Amawtay Wasi rouvrira ses portes en 2020 avec un statut public et communautaire qui lui confère une autonomie académique, administrative et financière. L'Etat doit prévoir dans son budget général ses frais de fonctionnement.
- L'institut des connaissances et savoirs ancestraux ouvrira ensuite.
- 5 institutions pédagogiques d'éducation interculturelle bilingue sont prévues.



Les enfants kayambis apprennent dans le respect de leur culture et dans leur langue.

Photo : Plan International

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies efficaces et innovantes

- Des collectifs citoyens déterminés qui conscientisent les parents, les enfants et les jeunes autochtones à l'importance de l'éducation et l'égalité de genre et formulent des revendications à l'encontre du gouvernement.
- Une solidarité entre les communautés autochtones autour d'une vision de l'éducation plus juste, égalitaire et interculturelle.

L'expertise des partenaires locaux

- CSE (Contrato Social pour l'Educacion) facilite le dialogue politique des collectifs citoyens avec les autorités locales et nationales pour une révision et une application équitable des politiques éducatives.
- CONAIE (Confédération des Nationalités Autochtones), unit les communautés autochtones et permet l'aboutissement des revendications.

Un financement durable

Ce projet est cofinancé par la Coopération belge au développement jusque fin 2016 et ensuite par les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Belgique

partenaire du développement



Les filles et les garçons doivent être préparé.e.s en cas de catastrophe naturelle ou de conflit. Nous les protégeons en cas de crise et les aidons ensuite à reconstruire leur vie et leur communauté.

Nous accordons une attention particulière aux filles et aux jeunes femmes, car elles risquent plus d'être mariées ou violées. Nous joignons nos forces à celles d'autres associations, notamment au sein du Consortium 12-12, pour apporter une aide d'urgence aux familles touchées.

www.planinternational.be/fr/survivre

OUGANDA

Aide humanitaire aux réfugié.e.s du Soudan du Sud et aux communautés hôtes

La guerre qui fait rage depuis 5 ans au Soudan du Sud a poussé plus de 2 millions de civils, dont une majorité de femmes et d'enfants, à trouver refuge dans les pays voisins. L'Ouganda est le pays qui en accueille le plus, principalement dans le nord de son territoire. En quelques années, de gigantesques camps sont apparus, hébergeant chaque jour plus de personnes réfugiées dépendant de l'aide internationale pour survivre. En dehors de ces camps, de nombreuses communautés se sont installées dans et aux abords des villages existants.

Dans une zone déjà très marquée par la pauvreté, cette situation est parfois source de tensions avec les communautés locales. Celles-ci se retrouvent en concurrence pour les ressources naturelles et ne comprennent pas pourquoi l'attention humanitaire se concentre sur les besoins des Sud-soudanais.e.s et non sur leurs propres conditions de vie, très précaires.

À l'été 2017, alors que près d'un million de réfugié.e.s se trouvaient déjà en Ouganda, Plan International Belgique a financé un projet d'urgence destiné à améliorer les conditions de vie des familles réfugiées et des communautés locales du district d'Adjumani. **Objectif: lutter contre la malnutrition des enfants, améliorer leur santé et leur protection, et permettre aux ménages de produire leur propre alimentation face à une aide devenue incertaine et insuffisante.**

Plan International soutient les réfugié.e.s du Soudan du Sud depuis le début de la guerre civile. Outre ce projet financé par Plan International Belgique, les équipes et partenaires de Plan International Ouganda viennent actuellement en aide à 35.000 réfugié.e.s dans 19 camps des districts d'Adjumani, Yumbe et Arua.

Grâce au projet financé par Plan International Belgique, 2.715 patient.e.s bénéficient de soins directs ou sont hospitalisé.e.s en cas de malnutrition aiguë et infections sévères, et 1.519 familles vulnérables (réfugiées et locales) reçoivent des semences de haute qualité pour préparer de bonnes récoltes.

Camp de réfugiés du district d'Adjumani.

Photo : Plan International / Anne Ackermann



“ Depuis le début de la crise, les réfugié.e.s sud-soudanais.e.s dépendaient fortement de l'aide alimentaire de l'ONU. Mais à cause de coupes budgétaires, cette aide était en baisse et en danger. Il fallait donc agir rapidement pour rendre les communautés le plus autonomes possible tout en écartant les risques immédiats liés à la malnutrition, aux maladies liées à l'eau, etc. C'est pourquoi nous avons mené ce projet qui allie réponse d'urgence, responsabilisation des communautés et impact à plus long terme pour les familles locales et réfugiées. ”

Caroline Celis, responsable humanitaire de Plan International Belgique

QUELLE AIDE HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS ET LEUR FAMILLE ?

Lutter contre la malnutrition et les maladies

Dans les communautés d'Agojo et Ciforo, les équipes de Plan International ont assuré des distributions alimentaires et organisé deux grandes campagnes sanitaires à destination des enfants, des femmes enceintes et des jeunes mamans. Nos collègues détectent les signes de malnutrition, d'anémie, de paludisme, de complications pré/postnatales, etc.

Au total, 2.715 patient.e.s bénéficient de soins et, dans les cas les plus graves – malnutrition aiguë, infections sévères – sont transporté.e.s vers les hôpitaux compétents.

Outre ces campagnes, 68 agents de santé et volontaires communautaires sont formé.e.s aux méthodes de sensibilisation. Ils.elles permettent de faire passer des messages clés en matière de santé, d'hygiène et de nutrition et d'identifier et de soigner des enfants en situation de malnutrition.

Un suivi individuel des familles les plus à risques est assuré: 1.682 familles particulièrement vulnérables reçoivent du matériel de cuisine et sanitaire (jerrycans, savons, serviettes hygiéniques, batteries de cuisine...) leur permettant d'améliorer leur hygiène de vie et d'éviter des maladies.



Des femmes et des enfants dans un camp de réfugiés du district d'Adjumani.

Photo : Plan International

Améliorer les pratiques nutritives des mamans

Offrir une alimentation saine et nutritive aux enfants est loin d'être évident lorsque les ressources se font rares. Pourtant, certaines recettes faciles existent et font leurs preuves.

9 démonstrations culinaires de masse sont organisées, mettant en avant les secrets des mamans qui parviennent à éviter tout signe de malnutrition chez leurs enfants. Inspirées par des femmes de leur quartier, les autres mères adhèrent plus facilement à ces nouvelles pratiques et changent leurs habitudes.

Au total, ces démonstrations et les campagnes de sensibilisation nutritionnelles bénéficient à plus de 5.000 personnes.

Des semences pour l'avenir

Pour améliorer la sécurité alimentaire des familles, il est fondamental de réduire la dépendance aux rations fournies par l'aide internationale. Ainsi, des semences de haute qualité sont distribuées à 1.519 familles vulnérables

(réfugiées et locales) juste avant la période des semis, et leur permettent de préparer de bonnes récoltes.

12 groupes d'agricultrices (387 femmes) et d'agriculteurs (33 hommes) sont mis sur pied. Tou.te.s sont formé.e.s aux meilleures techniques de production et équipé.e.s de matériel agricole : houes, pelles, râteaux, brouettes...

Protéger les enfants et les jeunes filles

Les situations de crise humanitaire aggravent les risques de violations des droits des enfants. Dans le cadre de ce projet, les équipes de Plan International identifient les structures existantes (comités villageois, comités de réfugiés, instances de l'Etat...) pour protéger les enfants dans et hors des camps, et forment 78 acteurs.trices communautaires à une meilleure gestion des cas de violation des droits des enfants.

Des sessions d'information de masse sont organisées à destination de plusieurs centaines de personnes. Les droits des filles en particulier font l'objet d'une attention spécifique, notamment en matière d'alimentation, d'hygiène et de santé.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies réactives

- Outre les activités de soins et nutrition d'urgence, l'accent est mis sur l'autonomisation des bénéficiaires et leur capacité à améliorer eux-mêmes leur santé et alimentation.
- En faisant appel à des modèles locaux et en soutenant l'expertise locale, les changements sont plus facilement acceptés et mis en œuvre.

Un financement d'urgence

Ce projet a bénéficié du soutien du Consortium 12-12 dont Plan International Belgique fait partie. Le Consortium 12-12 est une alliance de 7 organisations humanitaires qui se coordonnent lors de graves crises ou catastrophes dans le monde. La réponse à l'urgence n'aurait pu être aussi rapide sans la générosité immédiate de milliers de personnes lors de l'appel aux dons 'Famine 12-12'.





Distribution de graines dans la region d'Amhara.

Photo : Plan International / Michael Tewelde

ÉTHIOPIE

Les jeunes enfants et les mères sauvées de la malnutrition

L'Éthiopie fait face à la pire sécheresse de ces 50 dernières années. La raréfaction des pluies et le phénomène El Niño prolongent l'aridité qui a débuté en 2016. Les conséquences sont dramatiques : l'eau vient à manquer, les récoltes sont maigres voire inexistantes, le bétail s'affaiblit et meurt.

L'augmentation du coût des aliments, combinée à la diminution du prix de vente du bétail, appauvrit les familles. Elles ne peuvent plus se nourrir correctement, et la malnutrition aiguë s'accroît. Surtout chez les jeunes enfants qui sont les plus vulnérables en situation d'urgence. Les femmes enceintes, et les mères allaitantes, perdent les forces qui leur restent pour nourrir la deuxième vie qu'elles portent.

D'avril 2017 à décembre 2018, Plan International Éthiopie et Plan International Belgique lancent une réponse humanitaire d'urgence dans les districts de Dehana et Sehala, dans la région d'Amhara au nord du pays.

Le but : sauver les plus faibles, réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition, diversifier les moyens de subsistance et préparer les familles aux futurs chocs humanitaires. Il faut aussi procurer de l'eau potable et améliorer l'hygiène et l'assainissement pour éviter les maladies infectieuses.

Outre ce projet soutenu par Plan International Belgique, les équipes et partenaires de Plan International Éthiopie mènent d'importants projets d'urgence en nutrition, assainissement, sécurité alimentaire et protection des enfants dans les régions d'Afar, Amhara, Oromia et SNPP. Début mars 2018, 702.888 personnes avaient bénéficié de cet appui dans ces quatre régions.

Grâce au projet financé par Plan International Belgique, 30.376 femmes enceintes, allaitantes et enfants de moins de 5 ans évitent de tomber en situation de malnutrition sévère au Nord de l'Éthiopie.

“ Certaines familles ont reçu 5 chevreaux, d’autres 10 poules. Au total, 250 chevreaux et 4.000 poules ont été distribués à 450 familles. Elles ont également reçu du lait et des œufs pour améliorer l’alimentation de leurs enfants dans l’immédiat et se constituer une petite réserve d’épargne pour les lendemains difficiles. J’ai vu que cela leur donnait confiance, en particulier aux femmes qui doivent s’occuper seules de leurs enfants. Cela leur permet de se projeter dans l’avenir, d’avoir un peu d’espoir à nouveau... ”

Zufan, 35 ans, femme membre d’un kebele (comité de quartier), Dehana, Ethiopie

QUELLE AIDE HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS ET FAMILLES D’ÉTHIOPIE ?

30.376 femmes enceintes, allaitantes et enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée bénéficient d’un suivi médical complet et reçoivent une alimentation thérapeutique.

133 tonnes de suppléments alimentaires sont distribuées.

1.070 ménages améliorent leurs pratiques agricoles.

250 chèvres laitières sont distribuées à 50 familles ayant des enfants souffrant de malnutrition sévère.

9.000 litres d’eau sont fournis quotidiennement à 5.225 personnes pendant 3 mois et 4 systèmes de récolte d’eau de pluie sont installés dans des écoles et des centres de santé.

9.500 parents assistent à des démonstrations culinaires pour améliorer la nutrition des enfants avec les ressources disponibles. Ils/elles sont sensibilisés à la planification familiale et à la vaccination des enfants.



Point d’eau dans la région d’Amhara.

Photo : Plan International/Petterik Wiggers

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies réactives

- Un support logistique et technique pour prévenir les maladies dans 39 « kebeles », la plus petite entité administrative en Ethiopie.
- La distribution de nourriture.
- La formation de 63 leaders communautaires à la protection des enfants en situation d’urgence et la réunification de 45 enfants avec leurs parents.
- L’approvisionnement de 10 services vétérinaires afin de maintenir le bétail dont disposent les familles en bonne santé.
- L’appui technique à 7 sites d’alimentation thérapeutique et à 10 centres de santé via l’approvisionnement en matériel et le renforcement rapide des capacités à l’alimentation thérapeutique et autres soins de santé d’urgence.

Un financement d’urgence

Ce projet a bénéficié du soutien du Consortium 12-12 dont Plan International Belgique fait partie. Le Consortium 12-12 est une alliance de 7 organisations humanitaires qui se coordonnent lors de graves crises ou catastrophes dans le monde. La réponse à l’urgence n’aurait pu être aussi rapide sans la générosité immédiate de milliers de personnes lors de l’appel aux dons ‘Famine 12-12’.





Filles et garçons s'amuse dans un espace qui leur est réservé.

Photo : Plan International / Will Ayemoba

NIGÉRIA

Guérir les jeunes enfants de la malnutrition sévère

L'insurrection djihadiste lancée en 2009 au nord du Nigéria par le groupe terroriste Boko Haram a généré l'une des pires catastrophes humanitaires au monde, désormais étendue sur quatre pays : le Nigéria, le Niger, le Tchad et le Cameroun.

L'exode de millions de personnes couplée aux conditions climatiques et naturelles difficiles font qu'en 2018, 10,7 millions de civils - dont une majorité de femmes et d'enfants - ont besoin d'aide humanitaire immédiate. Elles sont 6 millions rien qu'au Nigéria.

De septembre 2017 à décembre 2018, Plan International Belgique, a soutenu financièrement un projet d'urgence nutritionnelle dans l'état de Borno, au nord-est du Nigéria. Il fait suite au cri d'alarme lancé par les Nations Unies sur le risque de famine dans cette région. Pour y répondre, le projet se focalise sur la nutrition d'urgence des enfants de moins de 5 ans et sur le renforcement des capacités des équipes de santé et des communautés à améliorer les pratiques nutritionnelles pour les enfants les plus affecté.e.s par la malnutrition aigüe.

Outre ce projet soutenu par Plan International Belgique, les équipes et partenaires de Plan International Nigéria mènent d'importants projets de scolarisation et de protection des enfants, ainsi que des activités d'urgence en nutrition et soutien économique aux familles. Ainsi, en 2018, 130.073 filles et garçons ont eu accès à des programmes d'éducation, 160.874 enfants de moins de 5 ans ont été diagnostiqué.e.s en matière de malnutrition, et 3.719 familles ont reçu une aide en argent liquide.

En 2018, le projet financé par Plan International Belgique a permis à 753 garçons et 940 filles de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère d'être traité.e.s et guéri.e.s dans des centres de consultation thérapeutique.



Photo : Plan International/Will Ayemoba

“ Dès notre arrivée à l'hôpital, Hussaima a reçu des aliments thérapeutiques à base de beurre de cacahuète et de compléments vitaminés. Dans une semaine, ma fille pourra à nouveau manger de la nourriture normale. Moi, entretemps, j'ai suivi des cours de cuisine avec des volontaires de Plan International, qui m'ont appris à cuisiner des spécialités locales, avec des légumes d'ici. Même avec mon petit budget, je peux trouver des aliments frais et plein de vitamines au marché et cuisiner de bons plats pour ma petite fille. ”

Mariam, 23 ans, maman de Hussaima, 11 mois, Nigéria

QUELLE AIDE HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS ET FAMILLES AU NIGÉRIA ?

3.511 enfants entre 6 et 24 mois reçoivent des sachets de micronutriments en poudre.

753 garçons et 940 filles de moins de 5 ans sévèrement malnutri.e.s sont traité.e.s dans des centres de consultation thérapeutique.

6.240 familles bénéficient de sessions d'éducation parentale pour le développement et l'alimentation des jeunes enfants.

CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies réactives

- La mise en place d'un site de traitement thérapeutique et le renforcement de 8 centres existants.
- La formation de 30 agents de santé et de 60 volontaires communautaires (28 hommes et 32 femmes) pour l'identification de cas de malnutrition aiguë.
- Le renforcement des capacités de 480 mamans sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.
- La mise en place de 40 groupes de soins « mother-to-mother » pour un changement de comportements et de pratiques nutritionnelles lors de 10 sessions de démonstrations culinaires.

Un financement d'urgence

Ce projet a bénéficié du soutien du Consortium 12-12 et du Samuel Freeman Charitable Trust.

PLAN INTERNATIONAL
PARTICIPE



SAMUEL FREEMAN
CHARITABLE TRUST



Un espace dédié aux enfants.

Photo : Plan International/
Carlos Aguirre

ÉQUATEUR

Prendre soin de son bébé après un séisme

En avril 2016, un tremblement de terre touche durement les communautés de Manabí en laissant de lourdes traces : 660 mort.e.s, 30.000 blessé.e.s et 80.000 sans-abris.

Deux ans après le séisme, les jeunes enfants et leurs mères restent les plus vulnérables, mais se reconstruisent doucement, grâce à la solidarité entre les familles et l'appui de services sociaux communautaires.

Après l'action humanitaire de premier secours, il faut soutenir les familles pour panser les blessures émotionnelles et reprendre le cours d'une vie normale. Les ONG, proches des populations sont bien placées pour le faire.

Depuis janvier 2018, le gouvernement intensifie donc la collaboration avec les ONG, dont Plan International. Une convention est signée avec le Ministère de l'Inclusion Economique et Sociale pour mieux assurer le développement et la survie des jeunes enfants. Ses priorités ? La parentalité positive, la participation des pères et une méthodologie de prévention des violences à l'égard des filles, en particulier les abus sexuels intrafamiliaux.

Grâce à ce projet, 276 familles et 333 filles et garçons de moins de 6 ans sont accueilli.e.s dans des espaces qui leur sont spécialement dédiés.

“ Nous avons appris que le développement des jeunes enfants est quelque chose de très important. Auparavant, je ne le savais pas, je n'achetais pas de jouets, et du coup mon fils ne jouait jamais. Ici, j'ai reçu un petit chariot qui a attiré l'attention de mon fils. Pendant les formations, on nous montre les matériaux qu'on peut utiliser pour fabriquer nous-mêmes des jouets, et quels types de jouets sont mieux adaptés pour le développement de nos enfants. ”

Mère de famille participant au projet, Equateur

QUELLE AIDE POUR LES ENFANTS ET FAMILLES D'ÉQUATEUR ?

3 comités communautaires regroupant 30 volontaires accueillent 276 familles et 333 filles et garçons de moins de 6 ans dans 3 espaces qui leur sont spécialement dédiés.

Dans ces espaces sûrs réservés aux enfants, les volontaires veillent à leur alimentation, leur santé générale, leur développement et leurs pratiques d'hygiène.

Les mères et femmes enceintes sont formées à la nutrition, aux soins à apporter à leurs tout-petits et à la prévention de la violence, en particulier vis-à-vis des filles. Elles impliquent les pères dans l'éveil et l'éducation des enfants. 204 parents se réunissent en ateliers pour jouer avec leurs enfants, stimuler leur résilience et leur développement psychomoteur.

377 femmes et 37 hommes participent à des formations et organisent des visites à domicile sur les activités génératrices de revenus et la gestion de petits commerces. L'autonomie financière est primordiale pour subvenir aux besoins des enfants à long terme.

Des enfants de Perdenales et des volontaires de Plan International, province de Manabí.

*Photo: Plan International/
Carlos Aguirre*



CES RÉSULTATS SONT POSSIBLES GRÂCE À :

Des stratégies réactives

- La formation continue des volontaires communautaires, qui animent les espaces dédiés aux enfants.
- Le renforcement des autorités locales responsables du développement de la petite enfance afin d'améliorer la coordination des services.
- Les activités génératrices de revenus pour les mamans et les papas qui permettent de se reconstruire de manière autonome et d'envisager le futur des enfants.

L'expertise des partenaires locaux

- L'association locale Vivir permet une action sur mesure grâce à sa connaissance des réalités locales.
- Le Réseau des institutions financières de développement encadre les activités génératrices de revenus et les formations à la gestion financière des familles. Plusieurs filières porteuses sont identifiées et font l'objet de formations spécifiques pour les jeunes mères, plus vulnérables.

Un financement d'urgence et durable

Ce projet est financé par les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



LES ENTREPRISES QUI NOUS SOUTIENNENT

*www.planinternational.be/fr/entreprises
Contact : corporates@planinternational.be*

Les Belgian Red Flames et les footballeuses au Bénin: #1team1goal



Les Red Flames courent pour les droits des filles à l'Urban Trail de Hasselt.

Photo : Plan International/Kevin Van Looy

“ Je suis fière de collaborer avec Plan International Belgique. C'est comme si nous avions une nouvelle coéquipière. Nous partageons le même objectif : combattre la discrimination envers les filles et veiller à ce qu'elles puissent s'épanouir à travers le sport, le football. ”

Aline Zeler, capitaine des Belgian Red Flames

Depuis 2016, les Belgian Red Flames, l'équipe nationale féminine de football, s'investit avec nous pour les droits des filles. Ensemble, nous voulons aller droit au but pour obtenir des droits égaux pour les filles, sur le terrain comme dans la vie.

Plan International Belgique et les Belgian Red Flames, c'est une équipe gagnante. Les joueuses de l'équipe nationale belge connaissent bien les obstacles auxquels les filles et les femmes sont confrontées, que ce soit sur le terrain, au travail ou à la maison.

COMMENT LES RED FLAMES SOUTIENNENT LE PROJET DE FOOT FÉMININ AU BÉNIN

L'engagement des Red Flames n'a pas de limites :

- En tant que sponsors, elles soutiennent chaque mois notre projet au Bénin qui permet aux filles de gagner en assurance, grâce au football.
- Lors des matchs à Louvain, nous demandons, avec nos bénévoles, de l'attention pour les droits des filles à travers plusieurs actions dans le stade.
- Pendant le match, le speaker du stade mentionne notre collaboration et appelle à plus d'attention pour les droits des filles, tandis que des milliers de supporters.trices voient Plan International s'afficher sur les panneaux led.
- En janvier 2018, nous avons donné un atelier autour du genre à toutes les joueuses et aux membres du staff.
- Nous avons vendu un sac en coton exclusif, conçu par Eva Mouton.

L'illustratrice Eva Mouton et les Red Flames ont concrétisé leur engagement en réalisant un dessin exclusif, imprimé sur un tote bag. Ceux-ci ont été vendus lors des matchs des Red Flames à Louvain et sur la boutique en ligne Plan Cadeau. 50 % des revenus vont à notre projet pour les filles au Bénin.

Pour plus d'infos sur notre collaboration :
www.planinternational.be/fr/redflames





Les jeunes activistes qui ont participé au projet BruxELLES, soutenu par Canon.

*Photo : Plan International/
Bea Uhart*

Canon: par la photo, les jeunes s'expriment

“ Par le biais de la photographie et des histoires qu'ils racontent, les jeunes abordent des thèmes importants et veulent parvenir à des changements au sein de la société. Canon et Plan International partagent cette philosophie et se complètent donc parfaitement. ”

Emma Hope, EMEA Sustainability Manager Canon

En 2017 est né le projet BruxELLES, une collaboration créative entre les jeunes de Plan International Belgique et les employé.e.s de Canon. De février à octobre 2018, 14 jeunes activistes ont été sensibilisé.e.s aux droits des filles et ont reçu un coaching photo. Le but était de leur donner des clés pour qu'ils.elles puissent traduire en images les problèmes dans leur ville, mais aussi les solutions potentielles. Les photographes de renom Bieke Depoorter et Mashid Mohadjerin, ambassadrices Canon, se sont lancées dans l'aventure.

Pour plus d'infos sur cette collaboration :

www.planinternational.be/fr/partenaire/canon-par-la-photo-les-jeunes-s'expriment



La Run Team de Plan International à l'Urban Trail de Bruxelles

Photo : Plan International/
Kevin Van Looy

Golazo, 100% derrière les droits des filles

“ Une course comme l'Urban Trail est excellente, à la fois pour la santé et pour l'ambiance au travail. En effet, peut-on imaginer un challenge plus motivant que de soutenir une bonne cause avec ses collègues, tout en relevant ensemble un défi sportif ? ”

Greg Broekmans, *Head of Running Events Golazo*

Depuis 2014, nous courons aux côtés de Golazo pour les Urban Trails, des courses citadines dans 9 villes belges. L'expérience, le parcours et le plaisir du sport passent ici avant la performance. Notre mission est d'inciter tout le monde à bouger, peu importe l'âge ou la condition physique.

Cette année, l'Urban Trail de Bruxelles aura été une édition tout à fait spéciale, avec un parcours qui a traversé nos bureaux.

Comment fonctionne le partenariat ?

- À l'inscription, chaque participant.e à l'Urban Trail se voit proposer de verser 5 € de plus en guise de soutien à notre projet sportif au Bénin. En outre, Golazo nous reverse 0,25 € par inscription.
- La Run Team de Plan International peut démarrer en tête d'une vague de coureurs.euses, avec une belle visibilité à la clé. Nous pouvons aussi placer gratuitement un stand dans le village sportif, pour y accueillir notre Run Team. Enfin, nos bannières et drapeaux jalonnent le parcours..
- Grâce au partenariat avec Golazo, nous pouvons proposer aux entreprises des teambuildings motivants.

Pour plus d'infos sur cette collaboration :
www.planinternational.be/fr/golazo

Autres partenaires

BDO : partenaire et conseils pro bono

Grâce au consultant et cabinet d'audit BDO, nous pouvons compter sur des conseils juridiques, financiers et fiscaux. BDO nous a notamment permis de passer sans encombre le cap de la nouvelle législation en matière de protection de la vie privée (RGPD), entrée en vigueur en mai 2018, et nous a, entre autres, conseillés au moment de la fusion avec l'asbl Vormen. De plus, nous organisons avec eux et Music Hall une après-midi culturelle pour 1.000 jeunes.



Connections : des vols gratuits

L'agence de voyages Connections a sponsorisé cette année tous nos billets d'avion vers notre projet 'safer and smarter cities' au Vietnam. Grâce à leur sponsoring, le montant de ce coût opérationnel considérable a pu être réinvesti dans le projet.



De Luiierhoek: un bon départ dans la vie

Depuis 2017, notre fidèle Marraine Plan Catty nous soutient à travers son entreprise 'De Luiierhoek', avec quelques actions de 'cause-related marketing'. 5% de chaque vente de paquets de langes lavables, de produits de soin naturels ou du body 'I've got the power', sont reversés à nos projets pour les jeunes enfants en Bolivie.

Pour plus d'infos : www.planinternational.be/fr/blog/entreprises/je-veux-agir-pour-les-enfants-entre-autres-avec-mon-entreprise



Etnik Cosmetics: entrepreneuriat socialement responsable, dès le départ

L'entreprise de cosmétiques Etnik Cosmetics est une boutique en ligne qui propose une belle gamme de produits de soin. Tous les produits sont réalisés à partir d'ingrédients 100 % naturels et non testés sur des animaux. Depuis 2017, les fondateurs de cette nouvelle marque soutiennent notre projet au Bénin dédié à l'enseignement pour les filles. Chaque année, l'entreprise nous reverse 2% de ses bénéfices.



Pour plus d'infos : www.planinternational.be/fr/blog/entreprises/ne-peut-pas-entreprendre-en-ignorant-le-reste-du-monde

Litiguard: des conseils pro bono et un soutien financier

Grâce au cabinet d'avocat.e.s Litiguard, nous pouvons compter des conseils juridiques pro bono tels que la vérification de certains contrats, des conseils juridiques lors de la rédaction d'accords de coopération.... En outre, le cabinet soutient un.e Filleul.e Plan pour chaque collaborateur.trice.



Marc Cain: shopping solidaire

Marc Cain est une marque internationale de mode féminine. À l'occasion de la Fête des mères, ce géant de la mode a conçu un sac à main en cuir en édition spéciale, orné d'un cœur symbolisant le lien spécial qui unit une mère et son enfant. Marc Cain a reversé 50% du bénéfice net de la vente de chaque sac à nos projets d'enseignement pour les filles, au total 27.000 €.





NOS PARTENAIRES À L'INTERNATIONAL

La valeur ajoutée de l'expertise locale

Pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles, nous unissons nos forces avec d'autres ONG et associations partenaires. Il s'agit de partenaires locaux, régionaux ou internationaux, qui maîtrisent la thématique, sont bien ancrés dans la communauté locale et représentent une valeur ajoutée certaine pour atteindre nos objectifs communs.

BÉNIN

CBDIBA

CBDIBA (Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base) travaille surtout dans le nord du pays. Son expertise se centre sur la protection des filles et sur le développement et l'accompagnement des Associations Villageoises d'Epargnes et Crédits (AVEC). CBDIBA est partenaire de Plan International depuis plusieurs années.

www.cbdiba.org

CBO-EPT

Représentant de la société civile béninoise pour le droit à l'éducation, CBO-EPT (Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous) s'implique activement dans des projets et campagnes de défense et d'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité. CBO-EPT est partenaire de Plan International depuis plusieurs années.

www.cbo-ept.org

FEE-Dev

Actif également dans le nord du Bénin, FEE-Dev (Femmes Enfants et Environnement pour le Développement) se centre sur l'appui à l'éducation et à l'enfance.

IFMA

IFMA (Institut des Filles de Marie Auxiliatrice) est une organisation dépendante des Sœurs Salésiennes, qui apporte un appui et un accompagnement spécifique pour les filles et jeunes filles en difficulté dans les provinces du Sud du Bénin. IFMA collabore au volet protection du programme de Plan International, notamment grâce à ses centres d'accueil pour jeunes filles maltraitées.

www.salesianedonboscobenin.org

BOLIVIE

APROSAR

L'ONG APROSAR (Asociacion de Promodores de Salud de Area Rural) travaille dans les communautés rurales et œuvre pour la santé et le développement de la petite enfance. APROSAR a collaboré avec Plan International jusqu'en novembre 2018.

<http://aprosarbolivia.org.bo>

FAUTAPO

Fautapo a pour objectif de contribuer au renforcement social et économique des hommes et des femmes en formant les adolescent.e.s et les jeunes à des métiers techniques dans le secteur de la production (agriculture, transformation, commercialisation...). Il s'agit d'un acteur important en Bolivie pour la formation des nouvelles générations.

Fe y Alegría

Fe y Alegría est un "mouvement d'Éducation populaire Intégrale et de promotion sociale" dont l'action est orientée vers les secteurs les plus pauvres et les plus exclus pour faire la promotion du développement personnel et la participation sociale. Il dispose d'un réseau de 1.092 centres scolaires, 53 radios, 703 centres d'éducation à distance et 876 centres d'éducation alternative pour un total de 1.259.541 élèves.

<https://www.feyalegria.edu.bo>

EQUATEUR

CSE

Le Contrato Social por la Educación (CSE) est un mouvement citoyen créé en 2002 qui intègre environ 100 organisations de la société civile, parmi lesquelles Plan International Équateur. Le CSE soutient et favorise le travail collectif et veille à la mise en œuvre des politiques publiques en faveur d'une éducation de qualité pour tou.te.s en Équateur.

www.contratosocialecuador.org

JUCONI

Depuis 1995, l'association JUCONI (Foundation Junto con los Niños) oeuvre pour trouver des solutions durables pour les enfants et les jeunes vulnérables à Guayaquil. Elle se concentre entre autres sur l'éducation et la lutte contre la violence et le travail des enfants.

<http://www.juconi.org.ec>

VIVIR

L'association Vivir existe depuis 1987 et fait la promotion de la santé en Équateur. Elle travaille avec la participation proactive des individus et des communautés. L'association informe notamment les mères sur la nutrition saine des jeunes enfants.

www.avivir.org

LAOS

CAMKID

CAMKID (Community Association for Mobilising Knowledge in Development) est une ONG qui promeut le développement rural dans la province de Bokeo, dans le nord du Laos. CAMKID est la première association locale à but non lucratif à être enregistrée dans la province. Son équipe aide les communautés à développer des compétences pour améliorer durablement les conditions de vie de tous les groupes ethniques.

www.lao-cso-network.org/camkid.html



Carolina encadre un de nos projets à Sucre, Bolivie.

Photo: Plan International/Rodrigo Argandona Roca

NIGER

AEC

AEC (Alternative Espaces Citoyens) est une ONG de développement reconnue depuis septembre 2001. La mission d'AEC est d'œuvrer à l'avènement d'une société démocratique et sociale ouverte, fondée sur l'égalité des droits humains, un nouveau partenariat entre hommes et femmes et la solidarité entre les peuples dans un environnement sain. AEC accompagne l'Etat du Niger dans ses efforts de développement, notamment dans les domaines de l'information et de la communication pour un changement de comportements, l'analyse des politiques publiques et des budgets de l'Etat et des collectivités, la promotion et la défense du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire, et la promotion, la protection et la défense des droits humains.

www.alternativeniger.net

ANTD

L'Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la Prévention du Crime (ANTD) est une ONG nigérienne reconnue depuis août 2001. Elle travaille sur la protection et les droits des enfants, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté pour un développement à la base, la lutte contre la délinquance infanto-juvénile et les formes d'exploitation des enfants, et la prévention de la récidive des enfants.

www.antd-niger.blogspot.be

ASO-EPT Niger

La coalition nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de la Campagne Education Pour Tous (ASO-EPT Niger) est constituée de 58 organisations. ASO-EPT Niger vise la promotion d'une éducation de qualité durable pour tous au Niger, à travers le renforcement des capacités de ses membres pour devenir des organisations démocratiques, unies, fortes, dynamiques, motivées, efficaces et engagées à faire le plaidoyer en vue de la réalisation d'un accès gratuit et universel à une éducation de qualité et durable pour tous au Niger.

www.asoepniger.com

CONIDE

La Coalition Nigérienne des Droits de l'Enfant (CONIDE) est un regroupement d'ONG et d'associations, créé en décembre 2010, œuvrant dans le domaine de l'enfance au Niger. La CONIDE mène des actions de suivi des droits de l'enfant, de sensibilisation et d'éveil des consciences, et de renforcement des capacités de veille, d'interpellation, de dénonciation mais aussi et surtout de plaidoyer sur les questions de droits et de protection de l'enfant au Niger.

DIMOL

DIMOL est une ONG qui a été créée en 1998 pour améliorer la santé de la reproduction et la maternité sans risque au Niger. Elle lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé de la reproduction, particulièrement celles liées à la fistule obstétricale en lien avec le mariage des enfants. DIMOL participe également aux actions de plaidoyer pour la ratification et l'application des conventions internationales en faveur de la protection de la jeune fille.

www.dimolniger.org



Do Van Nguyet, Directrice
Live & Learn, Vietnam.

*Photo : Plan International/
Régis Binard*

VIETNAM

VWU

Vietnam Women Union est une organisation sociopolitique qui représente les droits et intérêts légaux et légitimes des femmes vietnamiennes de toutes les couches de la population. Vietnam Women Union œuvre pour le développement des femmes et l'égalité des genres. À l'heure actuelle, VWU compte plus de 19 millions de membres dans tout le pays, jusqu'au niveau communal.

www.hoihpn.org.vn

L&L

L&L (Live and Learn) œuvre pour le développement durable au Vietnam et encourage les partenariats entre les écoles, les enfants, les professeur.e.s, les parents, le gouvernement, les ONG et les médias. L&L promeut aussi l'égalité des genres.

www.livelearn.org



**NOS PARTENAIRES
INSTITUTIONNELS
EN BELGIQUE**

Ensemble pour plus d'impact

Acodev

ACODEV, fédération professionnelle des ONG francophones et germanophones de coopération au développement, vise à rassembler les ONG et à avoir un rôle moteur et pro-actif à l'égard des membres, et à rechercher un positionnement extérieur fort et clair qui traduise l'avis des membres, dans une optique de solidarité et d'atteinte d'objectifs communs.

www.acodev.be

CCGD

Le Conseil consultatif Genre et Développement (CCGD) a été créé par Arrêté Royal afin de contribuer aux décisions du Ministre de la Coopération au Développement et du Gouvernement Fédéral en matière de genre et développement. A travers son rôle de conseiller, il contribue à une meilleure prise en compte du genre dans la politique belge de coopération. Il fait également des propositions pour nourrir les travaux des instances internationales, y compris dans le cadre de la préparation de la position de la Belgique dans ces organes. Le CCGD rassemble l'expertise du monde académique, des conseils de femmes, des ONG et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, aussi bien du côté francophone que néerlandophone.

www.argo-ccgd.be/fr

CODE

La CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant) est un réseau d'associations qui ont pour point commun de développer une action de promotion et de défense des droits de l'enfant en Belgique et dans le monde. Elle veille au respect de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant par la Belgique et développe une action en matière d'information, de sensibilisation et d'éducation sur les droits de l'enfant.

www.lacode.be

Du côté néerlandophone, nous travaillons avec www.kinderrechtencoalitie.be

Commission nationale pour les droits de l'enfant

La CNDE est une plate-forme de concertation entre 90 acteurs en matière de droits de l'enfant qui ont été désignés par les pouvoirs publics belges aux termes d'un accord de coopération. Les travaux sont axés sur une contribution aux missions de rédaction de rapports belges à l'égard d'instances internationales et sur la formulation de recommandations politiques générales. La concertation implique entre autres tous les acteurs visés dans l'accord de coopération.

<https://ncrk-cnede.be/fr/>

Consortium 12-12

Le Consortium belge pour les Situations d'Urgence réunit 7 grandes organisations humanitaires internationales. Cette collaboration permet une aide efficace et rapide partout dans le monde lors de catastrophes naturelles ou de crises humanitaires. Dans ce contexte, elle encourage également la générosité et la solidarité de la population belge.

www.1212.be



Le prix belge des droits de l'enfant 2017.

Photo : Plan International/Kevin Van Looy

DGDE

Le DGDE (Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant) veille à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Jusqu'à leurs 18 ans, les enfants dont les droits ont été violés peuvent s'adresser à lui. Il fournit également des informations et conseils autour des droits de l'enfant pour divers publics.

www.dgde.cfwb.be

Djapo

Djapo est une ONG active belge qui rassemble plusieurs associations. Spécialiste en éducation au développement durable, elle encourage les enseignant.e.s à travailler autour de la citoyenneté durable avec leurs élèves. Elle guide et forme les professeur.e.s, et propose des idées pédagogiques à destination de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire.

www.djapo.be

Educaid

La plateforme Educaid.be réunit des institutions, organisations et individus qui opèrent dans le domaine de l'éducation et de la formation dans le cadre de la coopération au développement. Elle facilite l'échange de connaissances et d'expériences entre ses membres et soutient la politique belge en matière d'éducation et de développement. Son but est d'apporter une contribution de qualité à l'enseignement dans les pays en développement.

www.educaid.be

Groupe de travail STOP prostitution enfantine

Le groupe STOP s'appuie sur la législation belge pour inciter les gens à signaler les cas de prostitution enfantine à l'étranger. Ce collectif réunit des organismes (semi-)publics, la police, le SPF Affaires étrangères, des ONG et des partenaires privés. Il mène, via www.jedisstop.be, des campagnes pour mettre en pleine lumière la prostitution et la pornographie enfantines et la traite des enfants.

Kiyo

Kiyo est une ONG de coopération au développement experte dans les droits de l'enfant, acteurs en Belgique et ailleurs. Dans les régions pauvres, elle attire l'attention des gouvernements sur leur responsabilité dans la traduction de la CIDE dans leur législation et la mise en œuvre des droits de l'enfant. En Belgique, Kiyo encourage les jeunes et les adultes à s'engager pour les droits de l'enfant.

www.kiyo-ngo.be

Mirabal

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la plateforme Mirabal organise une manifestation pour démontrer sa solidarité avec les victimes afin d'exiger un engagement massif et global des pouvoirs publics pour qu'ils respectent leurs engagements et remplissent réellement leur

rôle dans l'éradication des violences faites aux femmes. La lutte contre ces violences est une responsabilité collective de toute la société. Partout dans le monde, des femmes et des hommes font de cette journée un moment fort dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

<https://mirabalbelgium.org/>

Les festivalier.e.s s'engagent avec Plan International lors du festival Pukkelpop.

Photo : Plan International/Kevin Van Looy



Musée du jouet de Malines

Plan International Belgique et le musée du jouet de Malines unissent leurs forces dans le projet «Speelvogel», un projet d'éducation au développement à destination des enfants de 9 à 12 ans, axé sur le droit au jeu. Le musée utilise le jouet, élément caractéristique de l'univers de l'enfance, comme moyen de communication et outil pédagogique pour aborder diverses thématiques.

www.speelgoedmuseum.be

Partenaires des Ecoles des Droits de l'Enfant

Les Partenaires des Ecoles des Droits de l'Enfant rassemblent 6 organisations spécialisées dans l'éducation aux droits de l'enfant. Ils souhaitent coacher les équipes pédagogiques pour qu'elles intègrent une approche des droits de l'enfant dans leur pratique quotidienne, et intégrer une approche basée sur les droits de l'enfant dans l'enseignement. Ils soutiennent le parcours pour devenir une Ecole des Droits de l'Enfant.

www.ecoledroitsenfant.be

Perspective 2030

La Coalition Perspective 2030 se préoccupe de la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Plan International Belgique veille à ce que notre pays respecte ses engagements par rapport à l'ODD 4 (éducation de qualité) et l'ODD 5 (égalité entre les sexes). Plan International Belgique participe à Perspective 2030, avec des ONG impliquées dans la lutte contre la pauvreté, le droit des femmes ou l'environnement, et émet des avis sur l'atteinte et le financement des ODD.

www.cncd.be/+pp2030-+

Plate-forme Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement

La Plate-forme Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement regroupe des ONG et des experts en matière de droits de l'enfant et de coopération au développement. Elle vise à créer une assise sociétale et politique large pour la défense des droits de l'enfant dans la politique et dans la pratique de la coopération au développement belge.

www.platformedroitsdelenfant.be

Plate-forme Mineurs en exil

La Plate-forme Mineurs en exil est une plate-forme nationale bilingue, composée de 50 organisations membres et observateurs. Créée en 1999, elle vise à coordonner les actions des professionnel.le.s travaillant avec les mineur.e.s étranger.e.s non accompagné.e.s (MENA) et les mineur.e.s accompagné.e.s de leurs parents mais en séjour précaire ou irrégulier. La Plate-forme est née comme un projet communautaire de l'AMO (Aide en milieu ouvert) Service Droit des Jeunes, suite au constat que la réalité juridique, sociale et administrative ne permettait pas à ces mineur.e.s de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux.

www.mineursenexil.be

Stratégies concertées

Les Stratégies Concertées de lutte contre les mutilations génitales féminines (SC-MGF) est un réseau réunissant des acteurs.trices belges provenant de secteurs divers, concerné.e.s par les MGF, tel.le.s que : les professionnel.le.s de la santé, de l'éducation permanente, du secteur de l'enfance, du secteur judiciaire, du secteur de l'accompagnement des demandeurs.euses d'asile et de l'aide à la jeunesse, ainsi que les personnes concernées par les MGF, les politiques...

www.strategiesconcertees-mgf.be

UNICEF Belgique

UNICEF Belgique travaille pour un monde qui offre à tous les enfants une vie digne et où leurs droits sont respectés. Dans l'enseignement primaire en Belgique, l'UNICEF contribue à la formation des enseignant.e.s sur les droits de l'enfant. L'UNICEF travaille aussi avec d'autres organisations, acteurs de l'éducation et décideurs politiques, pour que tous les enfants aient accès à leurs droits, y compris à une éducation de qualité.

www.unicef.be

VIA Don Bosco

VIA Don Bosco est une ONG belge qui soutient des institutions d'enseignement et des initiatives d'emploi des jeunes en Afrique et en Amérique latine. Elle œuvre pour le droit à l'enseignement pour les jeunes défavorisé.e.s et les communautés marginalisées. VIA Don Bosco construit des ponts entre les écoles en Belgique et ailleurs dans le monde et contribue ainsi à une société plus juste qui répond aux Objectifs de Développement Durable.

www.viadonbosco.org

Vormen

L'asbl Vormen et Plan International Belgique ont fusionné cette année, après des années d'étroite collaboration dans le cadre du projet "Ecole des droits de l'enfant". La vision et la mission de Vormen rejoignent parfaitement celles de Plan International Belgique : ensemble, nous professionnalisons le trajet des écoles belges qui souhaitent devenir de véritables écoles des droits de l'enfant et nous convainquons le gouvernement d'intégrer "les droits de l'enfant dans l'éducation" dans leur politique d'éducation.



**EN TOUTE
TRANSPARENCE**

Nos comptes annuels

Plan International Belgique gère les fonds disponibles en toute transparence. Nos comptes sont revus par le Conseil d'administration et approuvés par l'Assemblée générale. Ils sont aussi vérifiés annuellement par notre commissaire, PwC.

En outre, le Service Public Fédéral Finances et la Direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) effectuent des contrôles réguliers.

Plan International Belgique est également membre de l'Association pour une éthique dans la récolte de fonds (AERF) et publie ses comptes sur le portail des ONG reconnues par l'État belge, www.ong-livreouvert.be.

Nos comptes 2017-2018 ont été approuvés sans aucune réserve.

RÉSULTATS FINANCIERS

Les revenus ont atteint 17.448.715 €, ce qui représente une augmentation de 1.775.897 € au regard de l'année fiscale précédente. 13.584.106 €, soit 77,85% de nos revenus, ont directement servi la promotion et la réalisation des droits de l'enfant et l'égalité pour les filles.

12.405.933 € ont été attribués aux programmes de développement dans les 52 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de la Coalition de Plan International, et aux programmes dont nos collaborateurs assurent directement le suivi depuis la Belgique au Bangladesh, au Bénin, en Bolivie, au Cambodge, en Équateur, en Éthiopie, à Haïti, au Laos, au Mali, au Népal, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, au Pérou, en RCA, au Sud-Soudan et au Togo et au Vietnam.

1.178.173 € ont été investis dans les programmes de sensibilisation, d'éducation au développement et de plaidoyer en Belgique.

Les dépenses s'élèvent à 3.564.609 € (20,43% du revenu total): 14,07% pour les activités de sensibilisation et de récolte de fonds (rapport annuel, campagne de sensibilisation sur le harcèlement sexuel lors des festivals, la communication entre les Mairaines et Parrains Plan et les Filleul.e.s Plan, les campagnes de marketing, les événements, coûts salariaux et services aux donateurs) et 6,36% pour les frais d'administration (infrastructure, frais de bureau, rémunération du personnel, équipement informatique, amortissement des investissements et coûts financiers). De plus, Plan International Belgique a fait passer ses réserves de 500.000 € à 800.000 €.

ATTESTATION FISCALE

Plan International Belgique est une ONG reconnue par l'État et autorisée à délivrer des attestations fiscales, conformément à l'article 104.4 du code de l'impôt sur les revenus 1992.



Les enfants jouent dans les espaces d'apprentissages temporaires au Pérou. Les pluies torrentielles de mars 2017 ont forcé les familles à fuir et détruit 1.194 écoles, privant près de 1,9 millions d'enfants d'accès à l'éducation.

Photo : Plan International/Liz Tasa

Notre gestion

Conformément à la législation belge relative aux a.s.b.l. Plan International Belgique est dirigée par une Assemblée générale et un Conseil d'administration équilibrés en termes de compétences, de répartition géographique et linguistique, de genre et d'âge. L'Assemblée générale est l'organe décisionnel majeur. Le Conseil d'administration est en charge de la gestion journalière de l'organisation. Les administrateurs sont indépendants et leur mandat n'est pas rémunéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conseil d'administration au 30 juin 2018

Présidente : Leen Gysen

Compliance Director : Matthieu Toussaint

Trésorier : Olivier Lefebvre

Administrateurs : Eva Brems, Aintzane de Aguirre, Sabine De Veilder, Walter D'Hondt, Pierre Grega, Agnès Philippart, Julie Steynen, Marijke Synhaeve, Mirjam Van Belle, Steven Van Belleghem.

Assemblée générale au 30 juin 2018

Mieke Casier (présidente de l'Assemblée générale), Brigitte Allart, Christa Cammaert, Rajan Coelho, Piet Cooreman, Kervyn da Silva Lucas, Annemie De Clerck, Jo De Geest, Peter De Wilde, Kelly Decock, Ria Delaere, Diane Delava, Luc Delbeke, Robert Delval, Thomas Deryckere, Samira Essiaf, Franck Geers, Eric Hiernaux, Marie Hustinx, Inge Huygen, Peter Leclercq, Pierre Lefranc, Séverine Mitchell, Delphine Parisi, Rodrique Platteau, Florence Renard, Marie-Françoise Renson, Lieve Sijmans, Stefaan Smis, Richard Steppe, Annelies Van Bauwel, Marleen Van den Eyndt, Wouter Van der Vurst, Rita Van de Velde, Marga Van Laere, Sarah Van Laere, Laurent Vandorpe, Priscilla Wamu Ongemba et les membres du Conseil d'administration.

ÉQUIPE DU PERSONNEL

Capacité de travail

Plan International Belgique a débuté l'année fiscale avec 41,10 équivalents temps plein (ETP) pour finir à 50,70 ETP. 17 nouveaux.elles employé.e.s sont entré.e.s en fonction et 9 collaborateurs.trices ont quitté l'organisation. À la fin de l'année fiscale 2017-2018, l'équipe comptait 43 femmes et 11 hommes. Plan International Belgique a renforcé les équipes du département International Programmes afin d'améliorer les dimensions Monitoring & Evaluation, et du département Political & Social Change pour appuyer notre travail en Belgique.

Équipe

Au 1er juillet 2017, l'équipe du personnel de Plan International Belgique était constituée de 44 personnes. Au 30 juin 2018, elle comptait 54 membres.

Directrice Nationale : Régine Debrabandere.

Management Team : Régine Debrabandere, Fiona Ang, Jeroen Brugge, François Defourny, Joke Janssens, Jochem Roels

Équipe de la direction : Louise de Smedt, Sandra Galbusera, Olivia Gieskes.

Business Development & Innovation : Jochem Roels (Manager), MarieLaure De Brauwer.

Finance & Operations : Joke Janssens (Manager), Diana Chatue, Kristof Saye, Sheela Sultan, Stefaan Van Bossuyt, Aline Van Mol, Martien Verlinden.

Fundraising, Marketing & Communications: Jeroen Brugge (Manager), Ellen Baetens, Tamira Courtens, Sandra De Weirdt, Inge Decrop, Sarah Grégoire, Anke Harthoorn, Ilse Heeren, Frédéric Janssens, Bérangère Jouret, Alketa Molla, Sarah Mulongo, Anésie Nkanira, Fidan Odabas, Caroline Picard, Lisanne Ruysinck, Lies Ryckeboer, Manuela Varrasso, Greetje Wassenberg.

International Programmes : François Defourny (Manager), Ineke Adriaens, Heleen Annemans, Anne-Laure Baulieu, Caroline Celis, Floriane Decourty, Nolwenn Gontard, Pierre Laviolette, Isabelle Mapa Tchinda, Miek Roegiers, An Vanhulle, Marie Vincent.

Policy & Social Change : Fiona Ang (Manager), Marie Claire Gorostegui, Magali Lowies, Romeo Matsas, Magali Mivis, Jonathan Moskovic, Sofie Picavet, Wouter Stes, Tess Vanacker, Mieke Verwaest.

Salaires

Les salaires des membres de l'équipe de Plan International Belgique sont définis et régulièrement réévalués sur base de deux critères: l'alignement aux salaires du secteur des ONG en Belgique et la performance des collaborateurs.

Outre le salaire brut, les employés bénéficient d'avantages extra-légaux: chèques repas, remboursement des déplacements en transports publics, 13e mois, etc. Les salaires et avantages des membres de la direction de Plan International (management international et directions nationales) se basent eux aussi sur les normes internationales. Ceux-ci sont publiés chaque année dans le rapport financier de Plan International.

Sazedha, 16 ans, se bat avec d'autres jeunes pour mettre fin aux mariages d'enfants au Bangladesh.

Photo : Plan International/Michael Rhebergen



Nos financements publics

Les subventions destinées au financement des projets de Plan International Belgique continuent d'augmenter au cours de l'exercice 2018 pour atteindre un total de 5.019.706 € pour 26 dossiers. Cette augmentation s'explique par la confiance que nous accordent la Commission européenne, le gouvernement fédéral et le gouvernement flamand et par notre collaboration avec le Consortium 12-12.

Depuis mai 2017, Plan International Belgique est reconnue en tant qu'ONG Programmes. La demande de financement de nos programmes pour les cinq années à venir (2017-2021) a été acceptée. La première tranche de la subvention a été versée (2.106.747,16 € sont liés à notre année fiscale 2018 et inclus dans le total de 5.019.706 €).

4 programmes sont cofinancés par le gouvernement belge (au Bénin, au Niger, en Bolivie et au Vietnam).

Les jeunes enfants à l'école dans les villages isolés du Vietnam.

Photo: Plan International/Vincent Tremeau



Nos financements privés

Il existe une multitude de façons de faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles. Par des initiatives individuelles ou collectives. À petite ou grande échelle. Chaque contribution fait la différence pour les enfants - les filles en particulier - et leur famille dans les pays vulnérables

Faire progresser l'égalité pour les filles

Grâce au soutien indispensable de nos donateurs.trices, Parrains et MARRAINES Plan, nous pouvons continuer à investir durablement dans un meilleur avenir pour des dizaines de milliers de filles et de garçons et leur communauté.

Les Parrains et MARRAINES Plan soutiennent 33.553 Filleul.e.s Plan et leur communauté en Afrique, Asie et Amérique latine. 8.023 personnes investissent dans nos projets spécifiques en faveur des filles. Leur soutien indéfectible permet à des milliers de filles d'apprendre, de diriger, de décider et s'épanouir.

Plus de détails sur [notre site web](#) ou par mail à info@planinternational.be

Crowdfunding et Cadeaux Plan pour les droits des filles

Nos supporters n'ont pas manqué de créativité pour récolter des fonds en faveur des droits des filles : activités sportives, créatives, culinaires,... Au total, **1.261** personnes ont soutenu un projet de crowdfunding sur Superplan ou offert un Cadeau Plan en faveur des droits des filles. **66.249 €** ont été récoltés pour nos programmes de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Plus d'infos sur www.superplan.be et www.planinternational.be/fr/plan-cadeau ou par mail à info@planinternational.be

Testament et legs

L'an dernier, Plan International Belgique a reçu **293.310 €** de dons par voie testamentaire. Ce geste d'une belle générosité bénéficie directement à l'autonomie des communautés les plus pauvres. Bon à savoir : l'option du legs en duo permet également aux héritiers directs de bénéficier d'un avantage fiscal et de droits de succession réduits.

Plus de détails sur [notre site web](#) ou par mail à info@planinternational.be

Entreprises solidaires des filles

Nous pouvons compter sur le soutien de Canon, BDO, Golazo Sports et les Red Flames pour mener à bien nos actions.

Plus de détails sur [notre site web](#) ou par mail à info@planinternational.be

Chiffres financiers

(en euros)

30/06/2018 30/06/2017

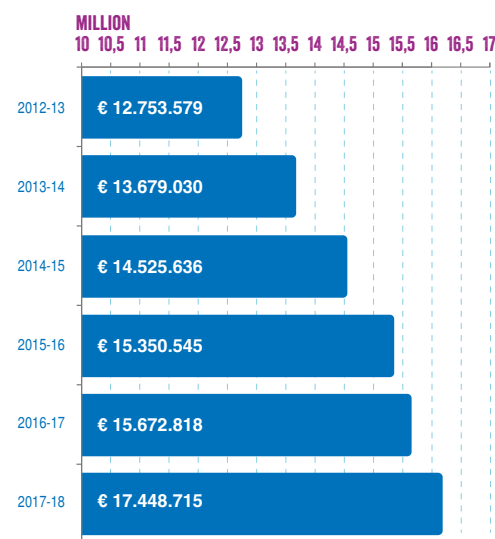
	30/06/2018	30/06/2017
ACTIF		
Immobilisations incorporelles et corporelles	413.336	445.695
Créances et cautionnements en numéraire		1.000
Total actifs immobilisés	413.336	446.695
Autres créances	7.211.886	11.458.687
Placement de trésorerie	600.000	600.000
Valeurs disponibles	2.381.061	1.380.705
Comptes de régularisation	122.317	43.118
Total actifs circulants	10.315.264	13.482.511
Total de l'actif	10.728.600	13.929.206

	30/06/2018	30/06/2017
PASSIF		
Fonds affectés	800.000	500.000
Provisions pour risques et coûts	111.172	36.972
Dettes commerciales	158.565	82.727
Dettes Intercompany	110.544	453.008
Dettes fiscales, sociales et salariales	383.931	319.967
Charges à imputer	295.101	92.693
Subsides à reporter	8.358.266	11.922.194
Versements anticipés des Parrains Plan	511.021	521.645
Total du passif	10.728.600	13.929.206

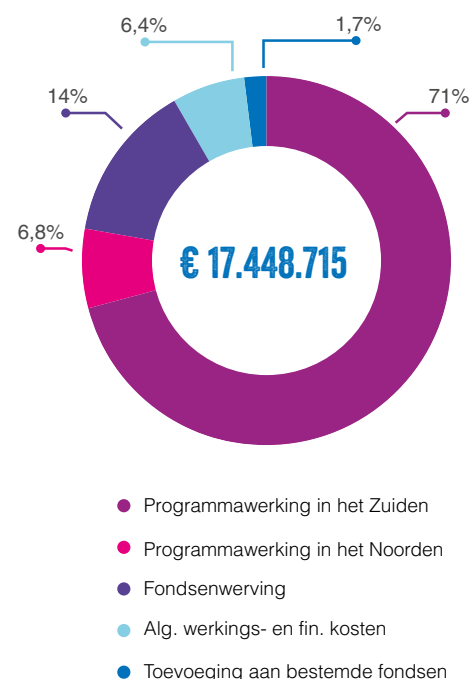
	30/06/2018	30/06/2017
REVENUS		
Dons en espèces des Parrains Plan	9.437.353	9.574.614
Dons projets et programmes structurels	2.110.132	2.073.139
Dons projets et programmes spécifiques	686.046	501.750
Subsides	5.019.706	3.344.630
Autres revenus et revenus financiers	195.477	178.686
Total des contributions et des revenus	17.448.715	15.672.818

	30/06/2018	30/06/2017
DÉPENSES		
Récolte de fonds	2.454.690	2.046.315
Frais opérationnels	1.109.919	872.562
Total dépenses	3.564.609	2.918.877
Programmes dans le Nord	1.178.173	1.144.782
Programmes dans le Sud	12.405.933	11.559.160

ÉVOLUTION DES REVENUS



COMMENT INVESTISSONS-NOUS VOS DONS ?





ENSEMBLE, FAIRE PROGRESSER LES DROITS DES ENFANTS ET **L'ÉGALITÉ** POUR LES FILLES.



www.planinternational.be



[@planbelgique](https://twitter.com/planbelgique)



[@planfans](https://www.facebook.com/planfans)



info@planinternational.be



[@planbelgium](https://www.instagram.com/planbelgium)



02/504.60.00